

AVANT PROPOS



Pour rendre compte des actions menées en 2018, nous avons souhaité explorer un nouveau format, plus dépouillé, mais mieux centré sur le cœur de la vie des programmes mis en œuvre.

Plus de livret donc, mais une collection de fiches qui rendent compte de la réalité au travers de quelques chiffres clés, d'un relevé des principales activités et des leçons apprises. Les partenariats et leur vitalité sont aussi mis en lumière et la parole est donnée aux bénéficiaires. Chacune de ces fiches peut être lue de manière indépendante. 15 portent sur les programmes pays financés par la Direction générale du Développement (DGD) du Service public fédéral des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, les autres sur des activités complémentaires ainsi que sur des données générales. Nous espérons ainsi donner une vision plus dynamique des actions, de leurs résultats et des bénéficiaires.

Ce rapport contient peu de données financières. Si celles-ci vous intéressent, vous pourrez les trouver sur le portail www.d-portal.org qui permet de visualiser les budgets, les recettes et les dépenses relatifs à chaque programme renseigné dans le registre IATI (<https://iatistandard.org>).

L'APEFE est principalement financée par la DGD, mais elle est aussi soutenue de manière significative et essentielle par les gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie qui assurent une partie de son fonctionnement et financent plusieurs activités de développement. Celles-ci sont reprises dans des fiches spécifiques.

EntrePairs est un de ces programmes complémentaires financés par la Wallonie. Il vise le renforcement mutuel de capacités entre des entreprises wallonnes et celles des pays partenaires. Il s'intègre parfaitement dans la stratégie de développement de l'APEFE qui se concentre sur l'inclusion socio-économique des populations les plus fragiles dans 9 pays. Cette inclusion passe par une meilleure offre de services sociaux, mais aussi par le renforcement des capacités de chacune et de

chacun à maîtriser son environnement et sa vie. Il ne s'agit pas seulement de formation, mais aussi et surtout d'accompagnement et de conseil. Cet objectif ne peut être atteint que si le tissu économique est suffisamment robuste pour offrir, à toutes et à tous, la possibilité de se réaliser soit comme salarié, soit comme entrepreneur. Les entreprises, et surtout les TPE et les PME, constituent, par définition, la trame du tissu économique, et garantissent par-là, cette condition. C'est pourquoi le secteur privé des pays partenaires doit faire l'objet d'une attention particulière.

En 2018, l'APEFE a poursuivi son parcours d'amélioration par une formation de l'ensemble de l'équipe du siège, à la gestion de la connaissance. Outre la fiche qui lui est consacrée, vous pourrez aussi en avoir un aperçu en visionnant deux vidéoreportages publiés sur Youtube (mots clés : *apefe knowledge management*).

L'APEFE a formalisé son engagement pour l'intégrité en signant en juin 2018 la charte proposée par le Ministre de la Coopération au Développement. Cette signature sera suivie d'un plan d'action en 2019. Intégrité et transparence sont deux valeurs particulièrement importantes pour notre association.

Je ne pourrais terminer cet avant-propos sans souligner ce beau partenariat avec l'ADEPS qui a confié à l'APEFE la compensation des émissions de carbone générées par les marches qu'elle organise. Une fiche lui est consacrée.

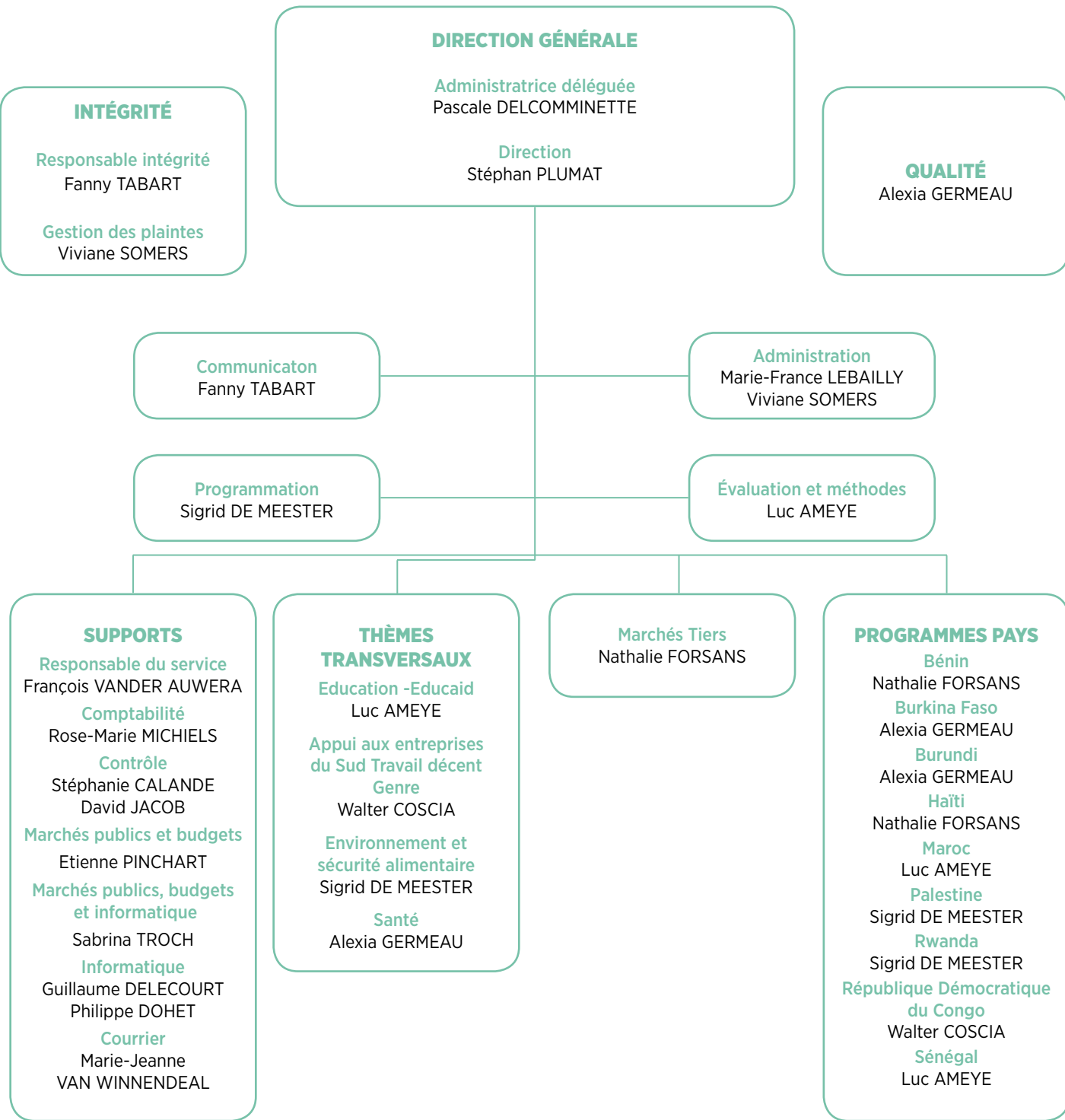
Pour finir, je souhaite remercier tous les partenaires de l'APEFE pour la qualité de leur collaboration. Ce dont il est rendu compte ci-après ne serait pas possible sans eux. Un remerciement particulier à la DGD qui depuis plus de vingt ans accompagne l'association dans son parcours d'amélioration.

Je vous souhaite une belle découverte.

Pascale Delcomminette
Administratrice déléguée

L'Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger (APEFE asbl) est une association sans but lucratif créée en 1976. En tant qu'agence de coopération internationale intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, l'APEFE fournit, depuis nombre d'années, un accompagnement technique au renforcement des capacités de ses partenaires du Sud. L'APEFE est active dans 10 pays : Belgique, Bénin, Maroc, Palestine, Burkina Faso, Sénégal, Burundi, Rwanda, Haïti et Belgique. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ses principaux partenaires financiers sont la Direction Générale au Développement et Aide Humanitaire (DGD), Wallonie-Bruxelles International (WBI), l'Union Européenne et L'Agence Belge de Développement Enabel.





La direction de l'APEFE est assurée par une Administratrice déléguée assistée par un Directeur et un Responsable administratif et financier.

Le service administration et finance fournit au quotidien à la direction les éléments nécessaires au pilotage et effectue toutes les tâches administratives, financière, budgétaire et comptable, en ce compris la gestion du personnel.

Le département « programmes pays » est composé de cinq chargés de mission. Ceux-ci travaillent au siège à Bruxelles et réalisent de fréquentes missions internationales dans les pays dont ils sont en charge. Au siège, ils défendent les directions stratégiques, opérationnelles et tactiques prises, avec leur accord, par le programme.

Sur le terrain, ils soutiennent les décisions du siège. Ces dernières sont arrêtées sur base de leurs avis, analyses et recommandations, en accord avec la direction. Ils apportent ainsi tout leur appui à la bonne application des programmes. En relation constante avec les équipes des programmes mis en œuvre dans la région dont ils ont la responsabilité, ils assurent le suivi des activités programmées.

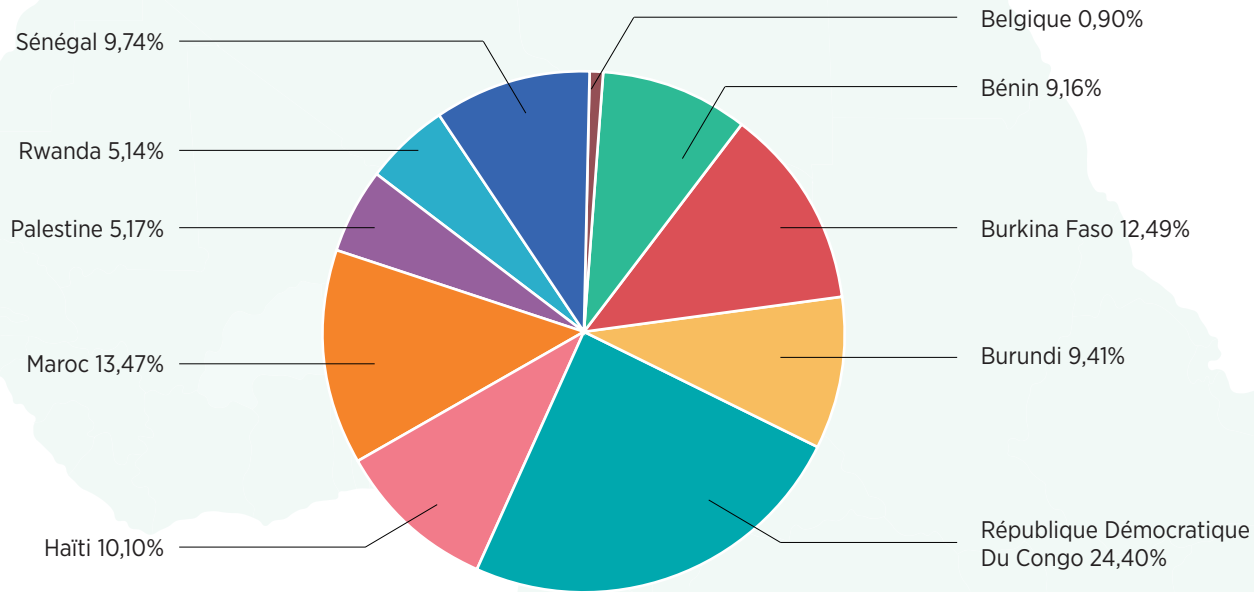
Ils assurent pour la direction, le suivi quotidien des programmes pour en garantir la qualité. Par pays, ils sont l'interface de l'APEFE avec leurs homologues géographiques de la DGD. Enfin ils développent une vision stratégique dynamique à long terme en y associant tant les équipes locales que tous les partenaires effectifs et potentiels de l'association.

L'équipe pilote également différents thèmes transversaux comme le suivi et l'évaluation, les méthodes, la formulation des nouveaux programmes, l'éducation, la santé, la qualité, la recherche de financement alternatif, la gestion des risques, le genre, le secteur privé, l'environnement, l'intégrité, la gestion de la connaissance.

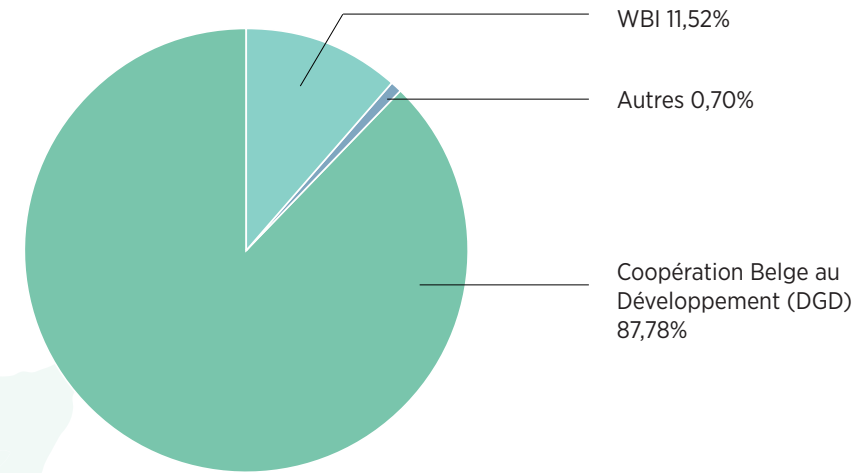
Le service informatique permet la création et le bon fonctionnement des multiples programmes tels que celui de gestion financière, de gestion des risques ou encore le site internet.

Le service communication a pour rôle de valoriser l'image de l'APEFE à l'extérieur via la rédaction du rapport d'activités annuel et la diffusion d'informations sur le site internet, les réseaux sociaux et la presse écrite, afin de garantir un maximum de transparence envers les partenaires et les bailleurs de fonds. Il travaille en collaboration avec les différents chargés de communication localisés dans les bureaux de l'APEFE à l'étranger, avec pour objectif la garantie d'assurer le plus d'informations en temps réel et avec les différentes presses locales (radio, TV, presse écrite, etc.). Au-delà de la communication, il assure la coordination des relations publiques de l'association.

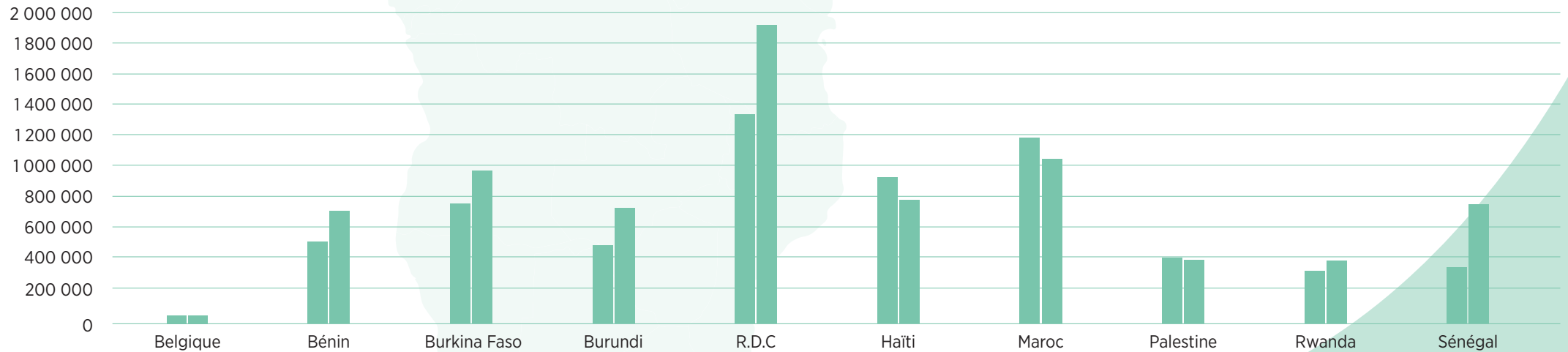
RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR PAYS 2018



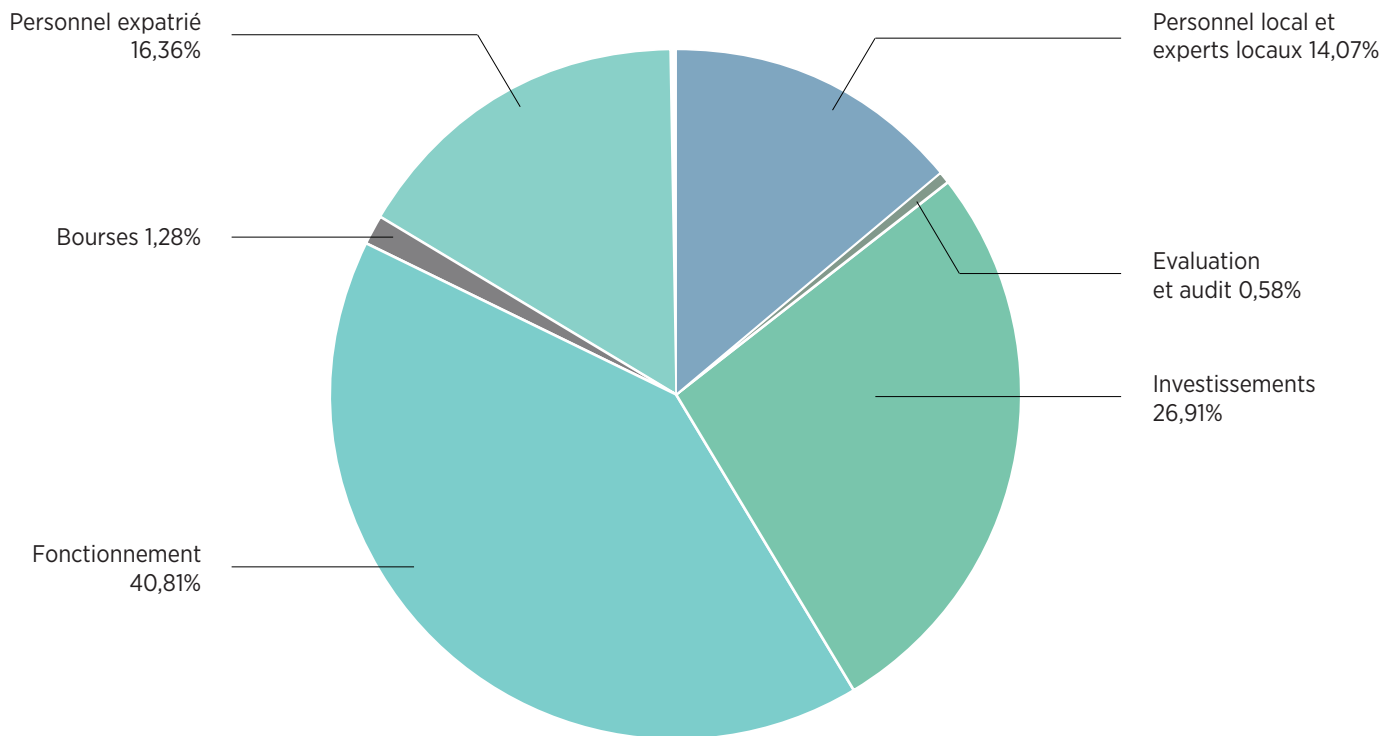
PARTS SUBSIDES 2018



COMPARAISON DES TENDANCES 2017 ET 2018 EN €



RÉPARTITION DES DÉPENSES MISSIONS PAR CENTRE DE FRAIS EN 2018

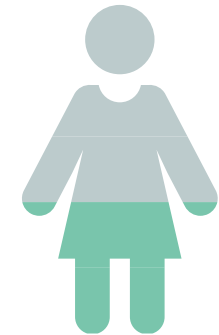


PARITÉ HOMME/FEMME DES EFFECTIFS AU SIÈGE EN 2018

58,39%

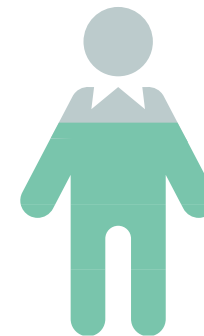


41,61%

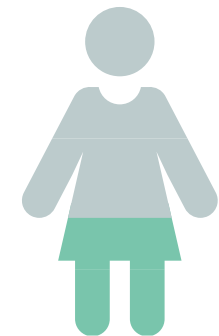


PARITÉ HOMME/FEMMES DES INTERVENANTS LOCAUX TOUS STATUTS CONFONDUS

65%



35%



FORMATION EN GESTION DES CONNAISSANCES



2018

En octobre et en décembre 2018, l'équipe du siège de l'APEFE a bénéficié d'une formation en gestion des connaissances.

Cette formation s'inscrit dans le parcours d'apprentissage et de progrès que l'APEFE poursuit depuis plusieurs années.

Elle s'impose comme une condition nécessaire à la planification stratégique : comment allons-nous mobiliser notre capital en expertise, notre savoir, notre savoir-faire pour adapter notre vision, notre mission à ce monde incertain, en mutation, pour demeurer un acteur incontournable du développement ?

La création d'un environnement de connaissances nécessite l'évolution des valeurs et de la culture organisationnelles, des comportements et des habitudes de travail. Il faut fournir aux personnes un accès facile les unes aux autres et aux ressources d'informations pertinentes.

La gestion des connaissances permet de combiner les savoirs et savoir-faire de l'association pour créer de la valeur notamment en termes d'expertise et de performance, de fournir l'information dont nous avons besoin au moment où nous en avons besoin et également de valoriser le capital intellectuel de l'association.

La gestion des connaissances consiste essentiellement à faciliter les processus par lesquels la connaissance est créée, partagée et utilisée au sein de l'organisation.

Il ne s'agit pas de créer un nouveau département ou de développer un nouveau système informatique. Il s'agit d'apporter les changements nécessaires dans la manière de travailler de chacun. La gestion des connaissances est donc plus qu'un outil. Elle est une attitude, une habitude, un déterminant culturel pour l'association. Cette formation est importante et aura un impact fort sur la façon dont l'APEFE va envisager l'avenir. Cette formation a été réalisée par IMA International.



La gestion des connaissances consiste à appliquer les connaissances collectives de l'ensemble des effectifs pour atteindre des objectifs organisationnels spécifiques.

L'objectif de la gestion des connaissances n'est pas nécessairement de gérer toutes les connaissances, mais de gérer la connaissance qui est la plus importante pour l'organisation. Il s'agit de veiller à ce que les personnes disposent des connaissances dont elles ont besoin, quand elles en ont besoin (les bonnes connaissances, au bon endroit, au bon moment).

La gestion des connaissances repose sur l'idée que les ressources les plus précieuses d'une organisation sont la connaissance, les expériences et les apprentissages de ses employés.

Par conséquent, la performance d'une organisation dépendra, entre autres choses, de la capacité de ses employés à créer de nouvelles connaissances par le biais de leurs expériences et de leur travail et de partager et communiquer les acquis de ces expériences.

Chacun de nous est une « base de données » de connaissances acquises lors de formations, d'expériences et réseaux informels d'amis et collègues, que nous créons lorsque nous voulons résoudre un problème ou explorer une opportunité.

Depuis le 30 avril 2017, l'APEFE se doit de publier en ligne ses projets sur le site « International Aid Transparency Initiative » (IATI). C'est une obligation qui a été induite par la loi pour toutes les organisations travaillant dans la coopération technique au développement.

IATI est un registre de données sur les activités de coopération au développement, destinée à être utilisée par toutes les organisations en développement, y compris les donateurs gouvernementaux, les organisations du secteur privé et les ONG internationales.

Pour consulter les projets de l'APEFE, vous pouvez vous connecter soit directement sur le site d'IATI (www.iatiregistry.org) soit via le site : www.d-portal.org le site d-portal fournit les informations par pays ou par éditeur sur les activités de développement et les budgets publiés dans le cadre de l'IATI. Pour chaque éditeur, on y trouve la liste des projets actifs, la localisation des projets en cours, la répartition par secteurs d'activités et bien d'autres informations.



Educaid.be : Plateforme belge pour l'éducation et la formation dans la coopération au développement

BÉNÉFICIAIRES

Educaid.be est une plateforme ouverte à des organisations, institutions et individus qui sont actifs dans le secteur de l'éducation ou de la formation au sein de la coopération au développement belge.

LEÇONS APPRIS

L'organisation d'une conférence internationale sur le lien entre la santé et l'éducation, en collaboration avec la plateforme belge Be-cause health, a été riche en contenu et a démontré que ce type de collaborations permet de regarder au-delà de son secteur et d'atteindre un public plus large.

PARTENAIRES

Les partenaires dans ce programme sont en premier lieu APEFE et VVOB, qui hébergent et financent la plateforme ensemble. Par ailleurs, les partenaires de la plateforme en sont aussi les bénéficiaires : 50 organisations impliquées (listées sur le site de la plateforme) qui sont impliquées de façon plus ou moins active, par le biais du Comité de pilotage ou des groupes de travail. Ensemble, ils portent la plateforme.



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Présentation du rapport 2018 de la Banque mondiale, « LEARNING to Realize Education's Promise »
- ▶ Nouveau site « La contribution des programmes EFTP à l'autonomisation des filles et des femmes »
- ▶ Session briefing sur le Partenariat Mondial pour l'Education (PME) et les priorités et le rôle de la Belgique et de l'Union européenne par rapport à cette agence multilatérale
- ▶ Contribution à l'atelier « Gender equality through digitalization. The power of digital literacy in the Global South », organisé par le Conseil Consultatif Genre et Développement (CCGD), en collaboration avec ACODEV, CNCD-11.11.11, Educaid.be, Enabel, KU Leuven et Le Monde selon les femmes
- ▶ Atelier d'échange de bonnes pratiques en TICE
- ▶ Conférence annuelle « Santé et éducation : Plus fortes ensemble », organisée avec la plateforme Be-cause health
- ▶ Publication d'un mémorandum « Placer l'éducation au cœur de la coopération belge au développement. Recommandations d'Educaid.be en vue des élections parlementaires de 2019 »

CHIFFRES CLÉS

- 1 conférence
- 1 réunion des membres
- 1 nouveau site
- 1 mémorandum (recommandations aux politiques pour les élections 2019)
- 1 centaine de relations de collaboration formelle ou informelle rapportées entre les membres
- 2 ateliers
- 3 séminaires déjeuner
- 7 groupes de travail
- 50 associations membres

COORDONNÉES DU BUREAU

MME. MAARTJE HOUBRECHTS

Coordinatrice

M : +32 2 209 07 88

maartje.houbrechts@educaid.be

www.educaid.be - www.facebook.com/Educaidbe
s/c VVOB

Place Julien Dillens 1, 2A - B-1060 Bruxelles



Good Practices and Tools for ICT in Education



GPE lunch seminar



Gender equality through digitalization



Presentation WDR2018

BÉNÉFICIAIRES

À travers le renforcement des capacités professionnelles des enseignants dans 5 établissements de formation et du personnel encadrant dans les structures hospitalières qui accueillent les étudiants-stagiaires, les bénéficiaires de l'intervention sont les élèves et étudiants des 5 établissements appuyés soit environ 1.855 élèves et étudiants. Ainsi que les populations béninoises qui fréquentent les hôpitaux et les centres de santé et qui bénéficieront de soins de santé de meilleure qualité.

Les 5 établissements bénéficiaires sont : l'Institut National Médico-Sanitaire (INMeS) qui forme des sages-femmes et infirmières.iers; l'École Supérieure de Kinésithérapie (ESK) qui forme des kinésithérapeutes; l'École Polytechnique d'Abomey Calavi (EPAC) qui forme des technicien en maintenance biomédicale; l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers et Obstétricaux (IFSIO) qui forme des sages-femmes et infirmières.iers; l'École de Formation médico-sociale (EFMS) de Parakou qui forme des aides-soignantes, des assistantes sociales et des techniciens sanitaires.



Atelier d'analyse des besoins en formation et d'élaboration du programme de formation des techniciens en maintenance en poste dans les formations sanitaires

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

Quelques exemples remarquables en matière de renforcement des capacités humaines, organisationnelles et matérielles :

- ▶ À l'INMeS, le programme APEFE a appuyé la formation de 206 encadreurs de stage disséminés dans les structures hospitalières, à l'utilisation et exploitation technique du carnet de stage, afin de renforcer la formation pratique des infirmiers et sages-femmes au Bénin
- ▶ À l'ESK, le programme APEFE a appuyé le partenariat de l'établissement avec l'Université Catholique de Louvain, dans la formation continue des kinésithérapeutes. 35 praticiens ont bénéficié d'une formation spécifique à la prise en charge de la douleur en kinésithérapie. Cette activité s'inscrit dans le partenariat de longue durée instauré entre l'APEFE, l'ESK et l'UCL
- ▶ En 2018, l'IFSIO, en collaboration avec l'IMNES a organisé la formation de tous ses enseignants à la pédagogie active. Les enseignants étant des professionnels en soins infirmiers ou obstétricaux, leurs collègues de l'IMNES, plus expérimentés, sont donc venu partager leurs compétences à 3 reprises afin de renforcer les capacités pédagogiques de leurs collègues de l'IFSIO
- ▶ A l'EFMS, le programme APEFE a organisé une formation continue qualifiante au bénéfice des aides-soignantes. Auparavant, la formation des aides-soignantes durait 2 ans. Le temps de formation étant passé à 3 ans, l'école a mis en place, avec l'appui de l'APEFE, un programme de formation qualifiante permettant la mise à niveau des personnes en poste. Pour l'année scolaire 2018-2019, 209 personnes sont en formation et recevront leur nouveau diplôme en juin 2019
- ▶ Avec l'EPAC, le programme APEFE a procédé à l'analyse et à la validation des grands axes du Plan Stratégique de Développement 2018-2023 du Département Biomédical (EPAC). En le complétant, en y associant la Direction ministérielle des infrastructures, des équipements et de la maintenance, avec une analyse des besoins en formation et l'élaboration du programme de formation des techniciens de maintenance en poste dans les formations sanitaires du Bénin
- ▶ L'ONG belge VIA DON BOSCO (VDB) et l'APEFE ont participé aux réunions d'échanges du réseau sous-régional VDB d'insertion socio-professionnelle des jeunes, avec pour finalité l'ouverture d'un centre d'orientation professionnelle et d'aide à l'embauche des jeunes diplômés de l'EFMS
- ▶ L'intervention a formé des formateurs de l'EFMS et de l'IFSIO à l'utilisation de l'application «safe delivery» (outil d'aide à la décision pour sécuriser les accouchements).
- ▶ L'intervention a également collaboré avec ENABEL à la formation continue de courte durée (19 personnes pendant 5 jours) des techniciens en maintenance biomédicale - plombiers et électriciens - en poste dans les structures hospitalières.

LEÇONS APPRISSES

Le cas de la collaboration avec le programme Santé ENABEL est emblématique. La mutualisation des moyens financiers et logistiques a permis de dispenser un même programme de formation continue à un même groupe cible (technicien en maintenance) impliqués dans des interventions pourtant différentes et mises en œuvre dans des localités également nombreuses. Cette homogénéisation des contenus de formation et de la méthodologie de mise en œuvre contribue à la meilleure qualité des compétences professionnelles.

L'ANCRAGE INSTITUTIONNEL EN TANT QUE GAGE DE DURABILITE

DESCRIPTION : Le programme de l'APEFE au Bénin repose sur un partenariat actif et une gouvernance efficace facilités par un ancrage institutionnel préexistant des partenaires - établissements d'enseignements supérieurs et directions ministérielles.

FACTEURS DE SUCCES et/ou d'ECHEC : Le programme s'est «greffé» sur des structures existantes, satisfaisant à un minimum de standards (accomplissement effectif et régulier des missions, fonctionnement continu, moyens financiers structurels...). Au demeurant, l'intervention n'a pas créé les établissements de formation, elle ne fait que renforcer leurs capacités. Par ailleurs, la gestion participative mise en place responsabilise au maximum les partenaires qui sont au centre du processus décisionnel. La gouvernance mise en place et le partenariat actif permettront aux partenaires de poursuivre les activités dans le futur.

La disponibilité de ressources humaines santé qualifiées et compétentes pour assurer des soins paramédicaux de qualité, avec une attention particulière aux personnes vulnérables (femmes, personnes en situation de handicap) ainsi qu'une maintenance biomédicale et hospitalière adéquate, est améliorée, en adéquation avec les besoins du marché du travail

CHIFFRES CLÉS

23 modules de formation continue des agents de santé en poste ont été élaborés et dispensés aux agents

390 agents de santé en postes ont bénéficié d'une formation continue dans les matières relevant de leurs domaines de compétence professionnelle (soins obstétricaux, soins infirmiers, maintenance du matériel de génie bio-médicale, kinésithérapie, simulation de soins sur mannequins...)

600 encadreurs de stages des étudiants de l'EFMS, de l'IFSIO et de l'INMeS ont bénéficié de séances de formation de courte durée sur des thématiques singulières (tenue du carnet de stage, pratiques de stage, évaluation des compétences...)

1200 étudiants (infirmiers, sages-femmes, kinésithérapeutes, techniciens sanitaires...) ont bénéficiés indirectement du renforcement des contenus de formation dont ont bénéficié directement les enseignants

PARTENAIRES

- ▶ Le Ministère de la Santé (MS) conçoit et met en œuvre la politique de l'État en matière de santé conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin ainsi qu'à la vision et politique du gouvernement.
- ▶ Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique conçoit et met en œuvre la politique de l'État en matière d'enseignement supérieur et de recherche conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin ainsi qu'à la vision et la politique du Gouvernement.
- ▶ Le Ministère des Enseignements secondaire, technique et professionnel (MESTP) conçoit et met en œuvre la politique nationale en matière d'enseignement secondaire, technique et professionnel.



GOVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
DU BÉNIN

COORDONNÉES DU BUREAU

M. DAVID GAQUERE

Administrateur de programmes APEFE au Bénin

T : +229 99 25 86 52

c/o Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive - 01 BP 3589 Cotonou

Nassirou BOUKARY (C/SME/DIEM/MS)

L'année 2018 a connu, à la DIEM, le début de la mise en œuvre du Partenariat DIEM-APEFE. A ce jour on peut affirmer sans risque de se tromper que ce partenariat est gagnant gagnant. En effet avec l'appui de l'APEFE nous avons procédé au renforcement des capacités des techniciens tous corps confondus (technicien de maintenance hospitalière, électriciens, frigoristes, plombiers et mécaniciens) en poste dans les formations sanitaires du Bénin. Ce qui est une première dans le sous-secteur de la maintenance hospitalière et biomédicale. Tous les bénéficiaires sont d'avis qu'elle a eu un impact positif et espèrent la continuité de ce programme

Théodore SOUSSIA, enseignant à l'INMES

En 2018, le programme APEFE m'a donné l'opportunité, ainsi qu'à une collègue également enseignante sage-femme à l'INMeS, de me rendre en Belgique, à la Haute Ecole Condorcet (Tournai), afin d'y suivre une formation de courte durée en soins infirmiers et obstétricaux, pratiqués sur des mannequins de simulation haute-intensité. Cette formation, dispensée avec du matériel hautement sophistiqué, m'a permis de parfaire ma pratique. Les retombées seront d'autant plus importantes pour les enseignants de l'INMeS que le programme APEFE a également permis d'acquérir pour l'INMeS un mannequin de simulation, sur le modèle de l'équipement utilisé par la Haute Ecole Condorcet, ce qui contribuera sans aucun doute à parfaire la formation des étudiants de l'INMeS que nous formons



Comité de Pilotage du Programme Pluriannuel 2017-2021



Groupe électrogène acquis au profit de l'INMeS



Cérémonie de lancement de la formation des électriciens et frigoristes en poste dans les hôpitaux du Bénin au Lycée Kpondéhou



Cérémonie de lancement de la formation des techniciens en maintenance Biomédicales et hospitalière à l'Ecole Polytechnique d'Abomey-Calavi



Programme de Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel - Phase II

BÉNÉFICIAIRES

Le programme de renforcement des capacités de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel vient en appui institutionnel au Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). A travers ce dernier, ce sont les services centraux et les services déconcentrés du Ministère en charge de l'Environnement de la zone d'intervention de la Grande Muraille Verte qui sont appuyés par le programme. Ce sont au total 4 Directions Régionales, 15 Directions Provinciales et 101 Services Départementaux (niveau communal) de l'Environnement qui bénéficient directement de l'intervention du programme, à travers le renforcement de leurs capacités techniques et opérationnelles.

De manière indirecte, c'est l'ensemble de la population de la zone d'intervention qui est touchée par l'intervention soit une population estimée à 4 076 238 habitants en 2016 et plus spécifiquement les 85 % de cette population qui dépendent directement des ressources naturelles pour leur survie. Les actions de récupération des terres dégradées leur donnent des possibilités de résilience en termes de productions agro-sylvo-pastorale. Le programme intervient également au niveau de la commune de Bourzanga dans le cadre de la récupération des terres. En 2018, 150 femmes de 10 villages de la commune ont pu chacune récupérer 0.5 ha de terres grâce aux techniques des cordons pierreux, du Zaï et de la production de compost.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

Sur le plan institutionnel, 2018 a connu la finalisation des textes pour la création de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte qui vont permettre à la structure de devenir, s'ils sont adoptés par le Gouvernement, un Établissement Public de l'État (EPE) avec autonomie de gestion, tel que le stipulent les textes portant ratification de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte.

Au niveau opérationnel, 2018 a notamment permis:

- ▶ le renforcement des capacités de la Coordination Nationale dans le domaine de la communication (consolidation de l'image de marque de l'IGMVSS, sensibilisation du grand public par la radio dans la zone d'intervention de l'Est et du Centre-Nord) et dans le domaine de la mobilisation des ressources (participation à plusieurs appels à projets à travers l'élabora-

tion et la soumission de notes conceptuelles);

- ▶ la dotation en matériel logistique et audiovisuel des antennes régionales;
- ▶ l'acquisition du logiciel Delta et l'élaboration d'une base de données géo référencée par la cellule suivi-évaluation.
- ▶ L'élaboration de la stratégie de Gestion Durable des Terres pour la commune de Bourzanga et le début de sa mise en œuvre.

L'IGMVSS est en train de se positionner comme une structure fédératrice des interventions des acteurs dans le domaine de la Gestion Durable des Terres et sa base de données est une source d'informations fiables sur les réalisations des uns et des autres en matière de récupération des terres dégradées et de Gestion Durable des Terres.



Rencontre avec les médias- le Coordonnateur National de l'IGMVSS, Adama Doukrom et l'Administrateur des Programmes de l'APEFE, Didier WOIRIN, en entretien avec le Directeur de Publication du journal L'Observateur Paalga



Voyage d'études des agents des SDEEVCC-Explication du compostage en tas dans la ferme agro-écologique de l'ONG-APIIL

La mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action / de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (SPA/IGMVSS) au Burkina Faso est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC) et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la gestion des terres et en prenant en compte le genre.



Formation des agents des SDEEVCC sur la création des zones de conservation et les techniques d'animation - Etape de Ziniaré



Photo de famille après l'adoption du Plan d'actions 2018-2021 de la mise en œuvre de l'IGMVSS dans la commune de Bourzanga



Vue partielle du matériel remis aux DREEVCC par le PRC2-IGMVSS

CHIFFRES CLÉS

- 2 outils de Suivi-Evaluation de l'IGMVSS mis en place : Un système informatisé de suivi-évaluation au niveau de la coordination Nationale de l'IGMVSS et dans les quatre régions d'intervention et un Système d'Information Géographique au niveau de la Coordination Nationale de l'IGMVSS pour géolocaliser les réalisations des partenaires de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso
- 4 numéros du Journal Notre Environnement édité, 12 émissions radiophoniques produites et diffusées par deux radios locales partenaires, 500 guides éditées et diffusées sur les techniques de gestion durable des terres, la production de plants forestiers
- 5 documents de références élaborés et validés en 2018 et relatif à l'IGMVSS au Burkina Faso : La stratégie et plan d'actions de l'IGMVSS au Burkina Faso 2018-2022, le statut de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso, la stratégie de mobilisation des ressources financières pour l'IGMVSS, le guide méthodologique sur l'utilisation de la charrue delphino pour la récupération des terres et le plan d'actions sur la Gestion Durable des Terres élaboré pour la commune de Bourzanga
- 7 outils ou supports de communication développés dans le cadre de la communication institutionnelle ou au développement : 1 profil Facebook créé avec plus de 4 100 amis, 1 site web, Une dizaine d'activités ayant bénéficié de couvertures médiatiques de la presse écrite, audiovisuelle et en ligne, 1 unité complète de montage audiovisuel acquise
- 11 documents élaborés pour la mobilisation des ressources pour l'IGMVSS : 8 notes conceptuelles élaborées et transmises à 8 partenaires techniques et financiers, 1 projet développé et transmis à un partenaire technique et financier et 3 projets portés par d'autres partenaires accompagnés jusqu'au financement
- 359 cadres ou agents du Ministère de l'Environnement et Secrétaires Généraux de mairies ou de conseils régionaux formés sur 12 thématiques différentes (987 homme/jour de formation) et 1 voyage d'études organisé pour 25 cadres sur les réalisations de projets de Gestion Durable des Terres
- 75 ha de cordons pierreux et de Zaï réalisés ainsi que 150 fosses fumières au profit de 150 femmes dans 10 villages de la commune de Bourzanga et 150 femmes et 10 animateurs formés sur les techniques de production de fumure organique et réalisations de cordons pierreux et de Zaï dans la commune de Bourzanga.terres



Jean de Dieu NANEMA, Assistant principal des eaux et forêts, chef de service département de l'EEVCC de Niou (Région du Plateau central) à l'issue de la formation sur la création des espaces de conservation et en technique d'animation.

Pour ce qui est de l'animation, la formation nous a permis de savoir comment asseoir une démarche pour arriver à convaincre la population à travers la sensibilisation. Nous avons aussi vu les outils susceptibles d'être utilisés dans la démarche de sensibilisation. En ce qui concerne les espaces de conservation, on le faisait déjà mais seulement on ne suivant pas toutes les étapes du processus. Mais avec les connaissances acquises au cours de la formation nous permettront de suivre la démarche convenable pour aboutir à un bon résultat avec l'adhésion des populations. De retour dans mon poste, il me revient de toucher les personnes ressources, notamment la mairie, pour savoir dans quelles mesures on peut trouver un espace pour entamer le processus avec la population. Il suffit de se convaincre que c'est réalisable et on peut conduire l'activité. Les populations doivent se mettre à l'esprit que nous sommes en train de perdre du terrain en matière de ressources forestières : c'est pourquoi il est important qu'elles pensent à préserver des portions pour en faire des zones de conservation qui peut les aider à se développer davantage

LEÇONS APPRIS

1- Le rattachement de la Coordination nationale /Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (CN-IGMVSS) au Secrétariat Général du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique entraîne des lourdeurs administratives dans la prise de décision pour l'opérationnalisation des activités de l'initiative. C'est pourquoi la CN-IGMVSS se verra bientôt attribuer le statut d'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte, en tant qu'Établissement Public de l'État. La structure aura ainsi une autonomie de gestion et une plus grande célérité dans la décision et la conduite de ses activités. L'agence aura également plus d'autonomie dans le processus de mobilisation de ressources auprès des bailleurs de fonds stratégique.

2- La nécessité d'augmenter le niveau d'appropriation du programme par les antennes régionales pour une meilleure opérationnalisation des activités. La Coordination Nationale a entrepris d'organiser des rencontres trimestrielles élargies de ces antennes pour renforcer ainsi le suivi de la mise en œuvre des activités au niveau local. Ce rapprochement entre le niveau central et le niveau régional va davantage responsabiliser les antennes dans l'appropriation du programme et la mise en œuvre des activités.

PARTENAIRES

Dans la dynamique de l'atteinte de ses objectifs, la CN-IGMVSS et l'APEFE, dans le cadre du Programme, travaillent en collaboration étroite avec diverses structures : des institutions internationales et nationales, des ONG et des organisations de la société civile.

- ▶ La Coordination Nationale de l'IGMVSS dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités a entrepris la réalisation d'une base de données géoréférencée des interventions dans sa zone prioritaire de l'IGMVSS. Cette base permettra de capitaliser les actions de GDT de plusieurs structures dans la ZI-IGMVSS. Cela nécessite naturellement le partage des données pour une mise en commun au niveau de la CN-IGMVSS. C'est ainsi que des conventions ont été signées avec plusieurs ONG et associations intervenant au Burkina Faso et plus précisément dans la zone d'intervention de l'IGMVSS. Il s'agit des ONG Tiipaalga, Tree Aid, APIL, Reach Italia, Terre Verte et les projets Neertamba, ainsi que le projet EBA-FEM.
- ▶ Le Programme de Renforcement des Capacités et la Coordination Nationale de l'IGMVSS travaillent avec les ONG OXFAM, BRODER-LIJK DELEN et TRIAS et leur partenaire respectif dans la commune de Bourzanga sur le foncier et la Gestion Durable des Terres. Dans cette commune, ils collaborent également avec l'Union International pour la Conservation de la Nature (UICN) pour la mise en place d'une plateforme Gestion Durable des Terres ;
- ▶ Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Action Contre la Désertification (ACD), la Coordination Nationale et le Programme de Renforcement des Capacités travaillent en partenariat avec l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).
- ▶ La Coordination Nationale et le programme de Renforcement des Capacités ont également participé à l'élaboration du projet Beoog-Puuto, en partenariat avec l'ONG Terre Verte et l'ONG SOS Sahel comme lead. L'objectif du projet est d'augmenter durablement la production agro-sylvo-pastorale pour permettre la résilience des exploitants familiaux au changement climatique dans la cadre de l'IGMVSS pour 50 000 ménages dans 4 régions du Burkina Faso.
- ▶ Une convention a été signée avec ULB-Coopération pour l'utilisation de drones pour les cartographies à petite échelle.



M. DIDIER WOIRIN

Administrateur de programme

A.P.E.F.E. 01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso

M : +226 70 95 04 96 - T : +226 25 33 05 58

www.apefe.org - www.igmvss-bf.net

www.web.facebook.com/cnigmvss.burkinafaso

Ambassade de Belgique,

417, Avenue KWAME N'KRUMAH, Ouagadougou, Burkina Faso

COORDONNÉES DU BUREAU

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité physique ayant besoin de soins de réadaptation pour limiter ce handicap ou pour éviter qu'une incapacité encore réversible évolue vers une situation de handicap définitif. Le programme s'adresse aux :

- ▶ personnes victimes de traumatisme de la route ou du travail
- ▶ adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux et leur conséquence qui est l'hémiplégie
- ▶ personnes atteintes d'affections rhumatologiques variées, avec en premier lieu le mal de dos
- ▶ enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale suite aux accouchements difficiles
- ▶ femmes qui souffrent d'incontinence urinaire après des grossesses multiples
- ▶ Et bien à bien d'autres personnes touchées par des incapacités physique diverses

Le bénéficiaire type est un(e) adulte d'une trentaine d'année qui a été victime d'un accident de la route avec fracture de la jambe. Il (elle) a été opéré et a besoin de rééducation précoce pour éviter que des raiders articulaires irréversibles s'installent sur le genou et la cheville, qui transformeraient son incapacité en handicap permanent. Son profil sociologique est celui d'un(e) adulte jeune, actif dans l'économie informelle (en ville) ou dans l'agriculture (à la campagne. Il (elle) est marié(e) et a plusieurs enfants. La rééducation est essentielle pour qu'il (elle) puisse reprendre au plus tôt ses activités génératrices de revenu qui lui permettent de faire vivre sa famille. Il (elle) ne bénéficie pas d'une assurance santé et a besoin de mécanismes de subventionnement des soins.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ La construction du centre de référence en médecine physique réadaptation (Institut Burkinabé en MPR - IBMPR) a débuté près du CHU de Ouagadougou, après la pose de la première pierre en janvier 2018 par le Ministre de la Santé et l'Ambassadeur de Belgique. Ce centre abritera les soins d'excellence en MPR et sera le lieu de stage principal de l'Ecole de kinésithérapie dont l'ouverture est prévue en 2021.
- ▶ L'année 2018 a vu la poursuite de la formation des ressources humaines pour ce programme. Des médecins sont en spécialisation MPR à Abidjan, des kinésithérapeutes en formation en Belgique et au Bénin et enfin des orthoprothésistes en formation à Lomé. Ces médecins et Kinésithérapeutes permettront d'opérationnaliser l'IBMPR et d'autres centres de réadaptation du Burkina Faso.
- ▶ Grâce à une synergie avec la Croix-Rouge de Belgique et avec Humanité et Inclusion (HI), 200 volontaires de la Croix Rouge de la région des Cascades (extrême Sud-Ouest du Burkina Faso) ont été formés à la détection précoce et au référencement des personnes en situation de handicap en milieu rural.
- ▶ Un Service chargé de suivre et coordonner le développement de la MPR a été créé au sein du Ministère de la Santé pour la première fois au Burkina Faso.
- ▶ Une étude de faisabilité pour que les soins de MPR soient remboursés par les mutuelles de santé a démarré. Cette activité est menée en collaboration avec l'ONG burkinabè ASMADE et l'ONG belge SOLSOC.

Objectif général: Contribuer d'ici à 2021 aux ODD: à la lutte contre la pauvreté (ODD1), à la promotion de la santé et du bien-être (ODD3- cible 3.4.) et à la réduction des inégalités (ODD10 - cible 10.2.) avec une attention particulière pour l'égalité des sexes (ODD5).

Objectif spécifique : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (personnes en situation de handicap, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo



Viste d'une délégation du ministère de la santé burkinabè au CNRKR au Burundi



IBMPR en construction Décembre 2018



Réunion Ministère de la Santé - Ministère de l'Enseignement supérieur -APEFE - UCL sur l'implantation de l'école de Kinésithérapie

PARTENAIRES

- ▶ Le Ministère de la Santé assure la cogestion du programme en partenariat avec l'APEFE (appui la mise en œuvre des activités du programme) à travers une convention de partenariat signée le 31/01/2017 avec l'APEFE et la nomination d'un coordinateur de programme nommé par le Ministère de la Santé

Les deux partenaires s'appuient également sur l'expertise des collaborateurs suivants :

- ▶ La Croix-Rouge à travers une convention de partenariat signée le 29/12/2017 collabore avec l'APEFE, pour expérimenter la réponse communautaire aux besoins en MPR dans les régions rurales isolées (région des cascades)
- ▶ L'ONG ASMADE travaille depuis longtemps sur la mise en place de mutuelles de santé au Burkina Faso. L'ONG ASMADE et son partenaire belge, Solidarité Socialiste ont signé une convention de partenariat avec l'APEFE le 05 /12/2017. Ils collaborent avec l'APEFE pour ajouter les soins de kiné dans les prestations des mutuelles de santé
- ▶ Humanité et Inclusion (anciennement Handicap International) a signé le 30 novembre 2017 une convention de partenariat avec l'APEFE. HI a participé au côté de l'APEFE à l'élaboration du Plan Stratégique de Développement de la médecine physique et réadaptation 2016-2020 du Burkina Faso et à appuyer la mise en place d'un Service opérationnel de MPR au Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tenkodogo
- ▶ La Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou collabore à la formation de kinésithérapeutes au niveau licence à l'ESK de Cotonou en vue de la mise en place de l'IBMMPR et de l'Ecole Supérieure de kinésithérapie de Ouagadougou
- ▶ L'Université catholique de Louvain collabore à la formation des kinésithérapeutes niveau master et à la préparation des conditions de lancement de la formation initiale des Kinésithérapeutes en vue de la création de l'École Supérieure de Kinésithérapie (ESK) et ce afin d'assurer le développement de la MPR au Burkina Faso

CHIFFRES CLÉS

- 1** Service chargé de suivre le développement de la Médecine Physique et Réadaptation a été créé au sein du Ministère de la Santé
- 2** bourses financées par Humanité et Inclusion
- 12** bourses financées par l'APEFE
- 18** personnes formées sont de retour et actives au pays
- 31** bourses de formation sont financées par le Burkina Faso
- 45** étudiants (kinésithérapeutes, médecins spécialistes MPR, orthoprothésistes) ont été envoyés en formation pour ce programme depuis 2014 à l'extérieur du pays
- 200** volontaires de la Croix Rouge Burkinabè ont été formés sur la détection précoce et le référencement précoce des personnes handicapées en milieu rural

Madame ZANGA Bila Roukiatou, Diplômée en master kinésithérapie et réadaptation à la faculté des sciences de la motricité en 2017 et titulaire d'un certificat université en "Exercice Therapy " :

Mes études à l'Université Catholique de Louvain (UCL) m'ont permis de renforcer mes compétences dans la prise en charge des patients de façon globale ; en particulier dans la neuro-revalidation et dans les pathologies musculo-squelettiques. Elles m'ont également permis d'acquérir des connaissances dans la méthodologie de recherche scientifique. De retour au Burkina depuis octobre 2017, j'exerce en qualité de cadre de santé en rééducation au Centre Hospitalier Universitaire de Bogodogo (CHU-B) avec Mme Oueddouda/Zoungana Alizéta diplômée également en master en kinésithérapie et réadaptation à l'UCL. Je suis également la présidente de l'association nationale des kinésithérapeutes et auxiliaires de rééducation. Nous travaillons à redynamiser notre association dont l'objectif principal est de promouvoir la kinésithérapie au pays des hommes intègres.

Cette période de formation à l'UCL a été très enrichissante sur le plan professionnel. Je remercie pour cela l'APEFE/WBI, pour son soutien financier et l'ensemble de nos encadreurs, particulièrement le Pr Willems de l'UCL pour sa rigueur scientifique et ses précieux encouragements.



LEÇONS APPRIS

Le programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation au Burkina Faso, né en 2014, bénéficie de toute l'expérience accumulée par l'APEFE et ses partenaires Béninois (depuis 1991) et Burundais (depuis 2010). Cette importante expertise développée sur le continent africain a permis :

- ▶ d'une part, de capitaliser les leçons apprises des expériences précédentes,
- ▶ d'autre part, de construire des collaborations NORD-SUD-SUD fortes entre les partenaires notamment entre partenaires africains. Les étudiants en kinésithérapie du Burkina Faso ont, par exemple, étudié à l'école créée une décennie plus tôt au Bénin.
- ▶ Enfin, d'inspirer le Burkina Faso ; le programme est né suite à une demande très précise du Ministre de la Santé du Burkina Faso qui en spécifiait déjà tous les axes d'intervention. Cette volonté claire se concrétise encore aujourd'hui par un leadership fort du Burkina Faso qui finance, par exemple, lui-même la plus grosse partie des bourses de formation des RH du programme (31 bourses sur 45 en 2018), ce qui est une situation exemplaire et totalement inédite.

COORDONNÉES DU BUREAU

M. DIDIER WOIRIN

Administrateur de programme

A.P.E.F.E. 01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso

☎ M : +226 70 95 04 96 - T : +226 25 33 05 58

🌐 www.apefe.org - www.igmvss-bf.net
www.web.facebook.com/cnigmvss.burkinafaso

📍 Ambassade de Belgique,
417, Avenue KWAME N'KRUMAH, Ouagadougou, Burkina Faso





Pépinière de Zoromé Hamado à Gasselkoli (Tongomayel - 26-06-18)

CHIFFRES CLÉS

3 rencontres d'échange ont réuni avant la campagne la Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (DPEEVCC) de la province du Soum, les bénéficiaires des plants et les pépiniéristes

25 jeunes pépiniéristes (dont 4 femmes) ont été formés sur les techniques de production des plants

95 producteurs de 27 villages ont été formés sur les techniques de gestion durable des terres (GDT)

125 ha (dont 121 ha uniquement de baobab) et 27 km de haies-vives ont été plantés

122 873 plants, de plus de 7 espèces différentes, ont été produits par 25 pépiniéristes répartis dans 23 villages

L'ADEPS a pour mission de promouvoir, d'organiser et d'encadrer des activités physiques et sportives auprès de la population francophone de Wallonie et de la région de Bruxelles-Capitale en Belgique. L'ADEPS organise notamment des marches, appelées « Points Verts » qui rassemblent chaque année 550.000 participants. Pour compenser l'empreinte carbone des déplacements effectués en voiture pour rejoindre ces points verts, elle a décidé de soutenir la production et la mise en terre de plants forestiers au Burkina Faso. Le projet est un appui direct aux producteurs de la province du Soum. 95 d'entre-eux ont ainsi pu bénéficier du renforcement de leurs capacités en techniques de récupération des terres notamment la technique des cordons pierreux et celle des demi-lunes. 25 pépiniéristes ont été formés sur différentes techniques de production des plants forestiers. 140 producteurs ont pu bénéficier directement des plants forestiers produits pour la réalisation des haies vives ou de plantation en plein. Toute la planète est gagnante. C'est aussi une belle démarche d'éducation à la citoyenneté dans les réseaux ADEPS.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Les rencontres d'information, de sensibilisation et d'échange entre acteurs, avant le démarrage de la campagne, ont permis de construire autour des objectifs qualitatifs et quantitatifs de la campagne, du rôle de chacun et des collaborations à mettre en œuvre
- ▶ la formation des pépiniéristes villageois sur les techniques de production des plants
- ▶ la formation des producteurs sur les techniques de gestion durable des terres (GDT)
- ▶ la production des plants au terme de la campagne qui a consisté à travailler avec les pépiniéristes formés pour mettre à dispositions des producteurs, les plants nécessaires
- ▶ la ventilation et mise en terre des plants : sur les 122 873 plants produits, 121 654 ont été mis en terre sur 140 sites composés de 110 parcelles clôturées de mises en défens et 30 enclos en bois mort

LEÇONS APPRIS

La désertification et la dégradation de l'environnement ne sont pas une fatalité. Un engagement et une mobilisation des acteurs au Nord comme au Sud peuvent inverser la tendance. Par ailleurs, dans le processus d'accompagnement, la sensibilisation des acteurs est un paramètre essentiel de leurs mobilisations. Les producteurs ont ainsi abandonné la coupe intensive du bois vert pour la confection des haies mortes.



Formation pépiniériste - Aménagement pépinière (Djibo 20-03-18)



Formation GDT utilisation du triangle à niveau
(Pobé Mengao 12-04-18)



Formation GDT Réalisation de cordons pierreux
(Djibo 09-04-18)

PARTENAIRES

- ▶ L'ADEPS, Administration de l'Éducation Physique et des Sports, qui a pour mission de promouvoir, d'organiser et d'encadrer des activités physiques et sportives auprès de la population francophone de Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale en Belgique qui a assuré le financement de l'opération à travers une augmentation des cotisations des « points verts »
- ▶ La Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso (CN-IGMVSS) qui a assuré conjointement avec l'APEFE le suivi technique et financier de l'opération au Burkina Faso et a capitalisé l'opération au niveau de l'Initiative de la Grande Muraille Verte. La CN-IGMVSS collabore depuis 2014 avec l'APEFE et est une structure du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique burkinabè
- ▶ La Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique du Soum et ses agents au niveau des communes du Soum qui a assuré avec l'ONG Tiipaalga le suivi de l'opération sur le terrain.
- ▶ L'ONG Tiipaalga qui a été le maître d'ouvrage de l'opération dans la province du Soum. Tiipaalga est une association locale, crée le 16 décembre 2005 Son siège est situé à Ouagadougou et possède une antenne opérationnelle à Djibo dans la province du Soum. L'objectif global de Tiipaalga est de soutenir les populations rurales au Burkina Faso pour une gestion durable des ressources naturelles et pour lutter contre la pauvreté par la promotion d'activités génératrices de revenus. La Coordination Nationale de l'IGMVSS et l'APEFE collaborent avec cette ONG depuis 2015.



Boukary KONFE producteur de la commune de Pobé Mengao, propriétaire d'une haie confectionnée avec du bois mort

L'obtention régulière de l'autorisation de coupe de bois est difficile pour nous. Mais avec la plantation de la haie vive, cela me permettra à l'avenir de ne plus avoir besoin d'une clôture en bois mort. Cette année j'ai d'abord bénéficié d'arbres épineux que j'ai plantés tout au long de ma clôture. Ensuite j'ai eu des baobabs que j'ai plantés à l'intérieur de mon exploitation. J'en ai déjà tiré des bénéfices puisque nous récoltons déjà les feuilles pour la préparation de la sauce. Nous vous en remercions pour autant. Il faut que les uns et les autres comprennent et acceptent l'importance des arbres pour notre vie. Dans le cadre de ce projet moi j'ai bénéficié du renforcement de mes compétences en techniques de reboisement et d'entretien des plants mis en terre. Je veux partager ces connaissances à d'autres qui n'en ont pas bénéficié pour que nous puissions lutter main dans la main. Aujourd'hui ce que moi je demande au projet, c'est une dotation en grillage pour clôturer ma propriété et mettre mes plants à l'abri des animaux en divagation



Plantation d'une haie vive (16-07-18)

COORDONNÉES DU BUREAU

M. DIDIER WOIRIN

Administrateur de programme
Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso

M : +226 70 95 04 96
T : +226 25 33 05 58

d.woirin@apefe.org

www.apefe.org

Ambassade de Belgique,

417, Avenue KWAME N'KRUMAH
Ouagadougou, Burkina Faso

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité physique ayant besoin de soins de réadaptation pour limiter ce handicap ou pour éviter qu'une incapacité encore réversible évolue vers une situation de handicap définitif. Le programme s'adresse aux

- ▶ personnes victimes de traumatisme de la route ou du travail
- ▶ adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux et leur conséquence qui est l'hémiplégie
- ▶ personnes atteintes d'affections rhumatologiques variées, avec en premier lieu le mal de dos
- ▶ enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale suite aux accouchements difficiles
- ▶ femmes qui souffrent d'incontinence urinaire après des grossesses multiples
- ▶ Et bien à bien d'autres personnes touchées par des incapacités physique diverses

Le bénéficiaire type est un.e adulte d'une trentaine d'année qui a été victime d'un accident de la route avec fracture de la jambe. Il (elle) a été opéré et a besoin de rééducation précoce pour éviter que des raiders articulaires irréversibles s'installent sur le genou et la cheville, qui transformeraient son incapacité en handicap permanent.

Son profil sociologique est celui d'un.e adulte jeune, actif dans l'économie informelle (en ville) ou dans l'agriculture (à la campagne). Il (elle) est marié.e et a plusieurs enfants. La rééducation est essentielle pour qu'il (elle) puisse reprendre au plus tôt ses activités génératrices de revenu qui lui permettent de faire vivre sa famille. Il (elle) ne bénéficie pas d'une assurance santé et a besoin de mécanismes de subventionnement des soins.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

En 2018 nous avons :

- ▶ terminé l'élaboration du plan stratégique national de développement de la MPR pour la période 2018-2022
- ▶ démarré l'activité, au sein du ministère de la santé, d'un service chargé de coordonner le développement de la MPR au Burundi
- ▶ élaboré des grilles d'évaluation de la qualité des soins dans les centres et services pratiquant la MPR dans le pays
- ▶ démarré la formation de 4 boursiers kinésithérapeutes niveau Baccalauréats à l'école supérieure de kinésithérapie de Cotonou et continué la formation de 4 autres boursiers au niveau master à la faculté des sciences de la motricité de l'Université catholique de Louvain (UCL)
- ▶ organisé 2 sessions d'une semaine de formation continue pour des groupes de 25 kinésithérapeutes burundais
- ▶ terminé la construction de l'Ecole Nationale en Kinésithérapie et Réadaptation (ENKR) à l'INSP de Bujumbura et validé le document de curriculum de cette nouvelle école ;
- ▶ Créé deux nouveaux services de kinésithérapie dans les hôpitaux de Muramvya (50 km de Bujumbura) et de Kirundo (150 km de Bujumbura)
- ▶ Renforcé les équipements du centre National de Référence en Kinésithérapie et Réadaptation (CNRKR) créé en 2014
- ▶ Opérationnalisés un « Dossier Médical Informatisé » du patient au CNRKR et préparé la diffusion de ce logiciel dans 9 autres centres et services MPR du pays

CHIFFRES CLÉS

- 2** nouveaux services de kinésithérapie ont été créés dans les hôpitaux de Muramvya et de Kirundo
- 24** services de kinésithérapie ont été évalués avec les premières grilles d'évaluation qualité mises au point par le ministère de la Santé
- 43** professeurs (36 hommes et 7 femmes) ont été identifiés et disponibles pour enseigner à l'école nationale en Kinésithérapie et Réadaptation récemment inaugurée, parmi lesquels 12 kinésithérapeutes (10 hommes et 2 femmes) ont été formés dans le cadre du programme
- 50** kinésithérapeutes burundais (26 H - 24 F) ont reçu une formation continue d'une semaine en rééducation des traumatismes et rééducation des douleurs du dos
- 2754** patients (1.297 hommes et 1.457 femmes) ont été traités au CNRKR de Bujumbura

Améliorer l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité fonctionnelle, en se focalisant sur l'appui à la gouvernance du sous-secteur, la formation des RH de la réadaptation, l'appui à dix centres et services de réadaptation répartis et le développement de l'information sanitaire, cela avec une attention particulière pour l'environnement et les personnes plus vulnérables (PH, femmes, indigents).

Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation au Burundi



Atelier de formation des médecins, kinésithérapeutes et personnel administratif de 10 centres et services MPR à l'utilisation du Logiciel de Dossier Médical Informatisé en Réadaptation



Façade du bâtiment terminé de l'école Nationale en kinésithérapie et Réadaptation construit à l'INSP de Bujumbura (Décembre 2018)

PARTENAIRES

- ▶ **Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS)** – Direction et cogestion du programme
- ▶ **APEFE** - Partenaire Technique et financier – Second cogestionnaire du programme (avec l'appui de la coopération belge au Développement)
- ▶ **Conseil pour l'Éducation et le Développement (COPED)** – troisième cogestionnaire du Programme - Partenaire technique et financier chargé de la gestion autonome du CNRKR

Les trois partenaires s'appuient également sur l'expertise des collaborateurs suivants :

- ▶ **Université catholique de Louvain (UCL)** – Partenaire Scientifique pour la création de l'école de kinésithérapie, chargé de la formation des RH au niveau master et doctorat
- ▶ **Agence Belge du Développement (Enabel)** – Synergie pour le développement et l'opérationnalisation du dossier médical informatisé en MPR
- ▶ **Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou (FSS)** – Partenaire académique – chargé de la formation des kinésithérapeutes burundais au niveau Baccalauréats.



LEÇONS APPRIS

Le programme a pris l'option de s'appuyer sur un Partenariat Public - Privé impliquant, au côté du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS), une organisation solide de la société civile, à savoir le Conseil pour l'Éducation et le Développement (COPED). Le développement de la Réadaptation s'appuie donc d'une part, sur le MSPLS qui joue son rôle de régulateur et d'autre part, sur le COPED qui assure la gestion du centre Nationale de Référence en Kinésithérapie et Réadaptation (CNRKR) qui est l'élément central de la stratégie accompagnée par l'APEFE. Ce partenariat a jusqu'ici prouvé son efficacité et sa capacité de résilience dans un partenariat novateur mobilisant aussi la société civile.



Mai 2018 – une session de formation continue organisée pour 25 kinésithérapeutes du Burundi au CNRKR de Bujumbura

Un membre du Service chargé de la MPR au sein du MSPLS:

Je m'appelle Eloge Mpundu, j'ai 26 ans et suis kinésithérapeute diplômé depuis quelques années. J'ai été recruté en 2017 par le MSPLS pour être affecté dans le «Service chargé du Développement de la MPR» nouvellement créé et que je suis chargé de diriger. J'apprends énormément de choses au quotidien dans ce travail. Notre service doit coordonner et évaluer les activités dans tous les domaines du développement de la MPR au Burundi. C'est un travail très diversifié et intéressant: nous élaborons les outils d'évaluation de la qualité des soins, nous nous rendons sur le terrain partout dans le pays pour ces évaluations, nous supervisons les activités de formation continue des Ressources humaines de la réadaptation, nous avons suivi tout le processus de création de l'école de kinésithérapie et bien d'autres choses encore. Je suis heureux d'avoir été choisi pour ce travail si intéressant et remercie l'APEFE et le COPED pour leur soutien à ce programme voulu par le MSPLS et dont je suis devenu un acteur

COORDONNÉES DU BUREAU

M. OLIVIER JADIN

Administrateur de programme

+257 22 24 67 10 / +257 79 55 85 56 / +257 76 77 11 50

o.jadin@apefe.org

Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles
BP 1920 Bujumbura
Burundi

facebook.com/APEFE.Burundi - www.apefe.org



Inauguration de l'ENKR par le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, le Représentant du COPED Jean Joseph Nyandwi et l'AP-APEFE au Burundi (21 décembre 2018)



Une séance de kiné de rééducation du dos au CNRKR de Bujumbura

BÉNÉFICIAIRES

- ▶ Les bénéficiaires directs du PACERD sont des jeunes désœuvrés en situation de vulnérabilité (particulièrement les filles) vivant dans les départements d'intervention du programme
- ▶ Ils sont sélectionnés soit par les responsables des Centres de Formation Professionnelle avec lesquels nous travaillons, soit par les acteurs étatiques (collectivités territoriales, député, etc.) ou de la société civile (organisation communautaire de base, congrégation religieuse, organisations de femmes, etc.)
- ▶ Le bénéficiaire type sera dans les deux cas un jeune (fille ou garçon) âgé de 16 à 35 ans
- ▶ Ces jeunes habitent soit en région rurale ou urbaine. Ils sont le plus souvent célibataires vivant encore chez un parent même à un âge « avancé » (dans le cas des filles, elles ont parfois déjà enfanté prématurément). Ils pratiquent en général, des activités de subsistance de type commerce ou autres petits boulots ne garantissant pas un accès durable à un revenu, ne nécessitant pas de qualifications spécifiques et offrant peu de perspectives de carrière. Ils gagnent en moyenne moins de 2USD par jour. Ils sont soit en formation dans les Centre de Formation Professionnel ou manifestent le désir d'en commencer une

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018
& RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Activités de prospection auprès d'entreprises du département de l'Ouest en collaboration avec les Cellules d'Orientation Professionnelle et de Placement (COPP) des CFP partenaires
- ▶ 6 sessions de Formation en Recherche Dynamique d'emploi (RDE) au profit des finissants des CFP partenaires
- ▶ 2 sessions Formation en Création et Gestion de PME/Activités Génératrices de Revenus (AGR) au profit des finissants des CFP partenaires
- ▶ Allocation de Frais de communication au profit des COPP des CFP partenaires
- ▶ 1 Formation en « Technique d'animation de séances, andragogie et gestion éducatives de groupe » au profit des membres des COPP
- ▶ 29 sessions de formation mobile (formation technique in situ en Entretien et réparation de Motos, Cuisine-Pâtisserie, Esthétique et coiffure, Techniques Agricoles, Transformation de produits agricoles, Carrelage, Énergies Renouvelables) au profit de jeunes en situation de vulnérabilité
- ▶ 10 sessions Formation en Création et Gestion de PME/AGR au profit des attestés de la formation mobile

CHIFFRES CLÉS

- 65** % des attestés de la formation mobile ont pu avoir accès à un revenu après la formation suivie
- 76** finissants de CFP partenaires bénéficiaires de Formation en Création et Gestion de PME/AGR
- 138** finissants des CFP en stage ou insérées à l'initiative des actions du programme
- 180** plus de 180 finissants des CFP partenaires accompagnés dans la rédaction de CV et lettres de motivation
- 257** attestés des formations mobiles dont 145 filles formées en Entrepreneuriat
- 794** jeunes bénéficiaires de formation mobile dont 245 filles

Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.



Exercices pratiques Traçage et découpage de tôle pour réchaud à pyrolyse, pour fabrication de kits solaires énergétiques - Formation en Energies Renouvelables



Exercices pratiques Entretien sur la pépinière (culture maraichère) - Formation en Techniques Agricoles La Montagne Jacmel



Travaux pratiques - Formation en Cuisine-Pâtisserie à Canapé-vert

LEÇONS APPRIS

ENCOURAGER L'APPROCHE MULTI-ACTEURS : LA MUTUALISATION DES RESSOURCES AUGMENTE L'EFFICACITÉ ET L'EFFICACITÉ DES INTERVENTIONS AU PROFIT DES BÉNÉFICIAIRES

Dans le cadre de la mise œuvre de la formation mobile, le PACERD s'emploie à développer des synergies et de complémentarités avec d'autres organisations : les interventions du programme visent la transmission de connaissances techniques et complémentaires aux jeunes leur permettant de participer au développement de leur communauté. Les synergies mise en œuvre en 2018 concernaient : Géomoun dans la filière des techniques agricoles mettant ainsi à la disposition de population très vulnérables les compétences de nos formateurs et la certification de l'INFP. D'autre part, le programme a collaboré avec Humanité et Inclusion, à l'organisation d'activités de sensibilisation au respect des droits des personnes handicapées et nos ressources ont facilité la formation dans les filières de cuisine pâtisserie et réparation moto. Finalement, nous avons aussi travaillé avec une ONG haïtienne, HAGN, avec laquelle nous avons organisé des formations en cuisine pâtisserie et en cosmétologie.

LE DIGITAL EN FORMATION PROFESSIONNELLE, NOUVELLE SOURCE DE MOTIVATION POUR LES FORMATEURS ET LES ÉLÈVES

Le programme utilise le réseau social WhatsApp pour effectuer la mise en réseau et le suivi de l'insertion des attestés de la formation mobile et des finissants des CFP. Les intervenants utilisent les ressources collaboratives disponibles en ligne (SLack, Google Drive, Dropbox etc...) pour la production des documents techniques. Par ailleurs, des améliorations qualitatives doivent être réalisées au niveau des compétences des formateurs. À cet effet, une expérience pilote a été lancée en 2018, avec 3 CFP en y proposant de renforcer leurs ressources d'enseignement via la TVET Academy et qui permettent ainsi, d'une certaine manière de compenser leur manque d'équipement.

Les ressources virtuelles permettent de compenser le manque d'équipement des Centres. Grâce à l'intégration du numérique via l'utilisation de vidéo de Youtube dans les cours, les jeunes commencent à faire des recherches sur internet pour trouver des compléments d'information. Le numérique est également un facteur de motivation pour les Formateurs/ Formatrices.

PARTENAIRES

- ▶ **Au niveau stratégique**, le programme travaille en étroite collaboration avec l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP) comme partenaire institutionnel direct haïtien. L'INFP participe à tous les niveaux de prise de décision.
- ▶ **Au niveau opérationnel**, le programme développe des partenariats d'une part avec 17 Centres de Formation Professionnelle partenaires au sein desquels il implémente des Cellules d'Orientation Professionnelle (COPP) en charge de l'accompagnement des finissants.

D'autre part, le programme travaille en étroite collaboration avec les organisations communautaires de base (OCB), les congrégations religieuses et les acteurs étatiques pour la mise en œuvre des formations mobile.

Parallèlement, le programme met à disposition ses ressources au profit d'autres acteurs de la coopération ou de la société civile pour l'organisation de formation mobile. Ces synergies et collaborations ont permis de former :

- ▶ Haitian Adolescent Girls Network (HAGN) : 40 filles en Cuisine-Pâtisserie et en esthétique et Coiffure
- ▶ Humanité et Inclusion (HI) : 58 jeunes en Cuisine-Pâtisserie et en Entretien et Réparation de Motos
- ▶ Geomoun : formation en technique agricoles



Madame Gladys Masséna Merceron, Directrice du Centre Polyvalent de Formation Professionnelle de carrefour :

L'APEFE nous fournit un accompagnement de qualité à plusieurs niveaux : avec les étudiants, au niveau administratif, avec les professeurs et surtout en ce qui a trait aux équipements.



Elle accorde des bourses d'études mais également un accompagnement post formation pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Cette année, plus d'une centaine d'apprenants ont été placés en stage de formation ou stage-emploi.

L'APEFE vient aussi régulièrement pour des séminaires avec les étudiants sur le genre, sur l'environnement, sur les comportements, comment rédiger leur CV, comment se présenter lors d'un entretien.

COORDONNÉES DU BUREAU

M. PASCAL MONTOISY

Représentant de l'APEFE en Haïti

MME. HERMIONNE LÉONARD CHARLES

Directrice de Programme

☎ M : +257 79 55 85 56 - M : +257 79 55 85 56 - T : +257 22 24 67 10

✉ hl.charles@apefe.org - p.montoisy@apefe.org

📍 Delmas 71, Rue Serin #1, Appartement # 9

📍 Complexe Lafayette
Delmas, Haïti



Formation en entrepreneuriat à Belladère Travaux en atelier



Initiative Francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)

BÉNÉFICIAIRES

- ▶ Les bénéficiaires directs d'IFADEM sont : les enseignants, les directeurs d'établissement scolaire et les membres du personnel d'encadrement
- ▶ Les enseignants : il s'agit d'enseignants intervenant dans les deux premiers cycles de l'école fondamentale répartis dans six départements du pays
- ▶ Les directeurs d'établissement scolaire : les mêmes contenus à l'adresse des enseignants vont aux Directeurs d'établissement. Ces derniers bénéficieront de quelques modules additionnels en vue de favoriser le lien social entre les acteurs à distance et faciliter leur communication.
- ▶ Les membres du personnel d'encadrement : pour s'assurer de la pérennité des acquis, le programme compte former un nombre relativement important d'acteurs intermédiaires dont ceux qui font partie du personnel d'encadrement des enseignants. Il s'agit des formateurs provenant du corps des Conseillers pédagogiques (CP), du corps des inspecteurs, du corps professoral des Universités Publique Régionale et des ENI ainsi que des membres des SAP.
- ▶ Les bénéficiaires indirects : avec un effectif moyen de 50 élèves par salle de classe tenue par un enseignant, les bénéficiaires indirects devraient correspondre à 100.000 apprenants

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Atelier de lancement officiel « Appui de l'APEFE à IFADEM » à Jacmel, plusieurs directeurs techniques du ministère de l'Éducation nationale d'Haïti ont pris part à cet atelier
- ▶ Formation de 94 formateurs Seniors à l'ingénierie de la formation ouverte à distance (FOAD) dans les six départements retenus par IFADEM (le Sud, la Grande Anse, les Nippes, le Sud-est, le Centre et l'Artibonite)
- ▶ 2 ateliers de production sur la scénarisation pédagogique pour l'enseignement en ligne et gestion d'une plateforme numérique d'apprentissage, séance de coaching dans la transposition des livrets IFADEM en vue du déploiement du dispositif, utilisation des outils collaboratifs en ligne au profit de 20 cadres des différentes directions techniques du Ministère de l'éducation Nationale de la Formation Professionnelle (MENPF) et de l'équipe APEFE/PACERD
- ▶ Session de formation de 29 employés des différentes directions techniques du MENPF sur l'initiation au paramétrage et à l'utilisation de la plateforme MOODLE
- ▶ Réunions synchrones avec les experts de « Caféine.Studio » sur les avancées du travail relatif à la mise en place de la plateforme numérique

La qualité des apprentissages /enseignements est fortement améliorée dans les zones d'intervention par le renforcement des compétences linguistiques, pédagogiques et didactiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise place d'un dispositif hybride de formation.

Marie Jilda TOUSSAINT, IFADEM-Haïti rénové :

Étant particulièrement intéressée par l'éducation et la technologie, les différentes séances de formation reçues à l'IFADEM m'ont donné une vision plus claire de l'orientation de ma carrière. Ces formations m'ont apporté de solides acquis en matière de e-learning ce qui m'a permis de développer une vraie passion pour le domaine. Les formations étaient de très bonne qualité et ont répondu à mes attentes. Les formateurs étaient à la hauteur. Grâce à ces formations, je suis maintenant capable de concevoir et d'élaborer des activités e-learning, je suis plus méthodique et productive. Je n'hésite pas une seconde à recommander ce programme



LEÇONS APPRISSES

Les principales leçons apprises sont le respect des délais et les contraintes concernant le choix des médias pour la création des activités interactives.

Leçon 1 : Respect des délais

Au début du programme, la charge de travail par rapport au temps à allouer à la production a été sous-estimée. En effet, ce qui devait être un exercice de transfert du livre vers la plateforme, s'est transformé en un travail de reconstruction du contenu.

Leçons apprises : L'expérience a montré qu'il est essentiel de disposer du temps nécessaire pour la conception et la création des ressources pour la formation en ligne. Celle-ci comprend trois étapes : la planification, la création des activités interactives et la révision.

Leçon 2 : Contraintes dans le choix des médias

Difficulté de trouver des médias appropriés pour la mise en ligne des activités.

Leçons apprises : L'expérience nous a permis de comprendre que l'approche qu'on utilise pour concevoir un dispositif de formation en ligne est très différente de celle utilisée pour concevoir un dispositif de formation en présentiel.

Modifications mises en place dans le fonctionnement du programme :

Création des ressources pour la plateforme en ligne « Haïti-Formation » sur base des livrets papiers IFADEM existants, ce qui permettra aux enseignants de suivre le cours de renforcement linguistique du français en ligne.

PARTENAIRES

- ▶ Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)



CHIFFRES CLÉS

- 94** formateurs seniors formés à l'ingénierie de la formation ouverte à distance
- 29** cadres formés lors de l'initiation au paramétrage et à l'utilisation de la plateforme MOODLE
- 15** membres de l'équipe d'IFADEM formés lors des ateliers de production

Marie Jilda TOUSSAINT, IFADEM-Haïti rénové :

Étant particulièrement intéressée par l'éducation et la technologie, les différentes séances de formation reçues à l'IFADEM m'ont donné une vision plus claire de l'orientation de ma carrière. Ces formations m'ont apporté de solides acquis en matière de e-learning ce qui m'a permis de développer une vraie passion pour le domaine. Les formations étaient de très bonne qualité et ont répondu à mes attentes. Les formateurs étaient à la hauteur. Grâce à ces formations, je suis maintenant capable de concevoir et d'élaborer des activités e-learning, je suis plus méthodique et productive. Je n'hésite pas une seconde à recommander ce programme

COORDONNÉES DU BUREAU

M. PASCAL MONTOISY

Représentant de l'APEFE en Haïti

MONSIEUR NELSON PIERRE (MENFP)

Directeur de programme

☎ T : 509 28 11 85 05

✉ p.montoisy@apefe.org

🌐 www.apefe.org

📍 Delmas 71, Rue Serin #1, Appartement # 10
Complexe Lafayette Delmas, Haïti



BÉNÉFICIAIRES

Le programme est un partenariat public, privé et associatif qui vise entre autres le renforcement des capacités en matière d'entrepreneuriat féminin de :

- ▶ Fonctionnaires du Ministère de l'Emploi (État) (20 par année)
- ▶ Conseillers de l'ANAPEC (État) (168 par année)
- ▶ Accompagnateurs de Maroc PME (État) (10 par année)
- ▶ Accompagnateurs de CMS (Etat/Palais Royal) (94 par année)
- ▶ Accompagnateurs d'Al AMANA (Privé) (64 par année)
- ▶ Accompagnateurs d'ATTAWFIQ Microfinance (Privé) (60 par année)
- ▶ Accompagnateurs d'Entrelles (ONG) (18 par année)
- ▶ Accompagnateurs de l'AFEM (Association) (18 par année)
- ▶ Femmes désirant accéder à l'entrepreneuriat (4000 par année)
- ▶ Femmes exerçant une activité dans le secteur informel et qui souhaitent passer au secteur formel (6000 par année)
- ▶ Femmes entrepreneures dans le secteur formel désirant développer leurs entreprises (1670 par année)
- ▶ Femmes exerçant des activités économiques et solidaires (2500 par année)

CHIFFRES CLÉS

- 65 Entreprises de femmes incubées en 2018
- 86 Coopératives de femmes créées en 2018
- 334 entreprises créées en 2018 par des femmes à travers les partenaires du programme (Sarl, pp, SNC.)
- 824 entreprises de femmes créées en statut Auto entrepreneur en 2018
- 1588 emplois féminins générés dans le cadre du programme en 2018

LEÇONS APPRIS

Les synergies permettent d'optimiser les moyens en évitant les redondances entre les projets. Ainsi si l'on compare les objectifs planifiés et les résultats, nous constatons que nous avons réalisé beaucoup plus que prévu, c'est également dû à la qualité des échanges entre les partenaires et aux équipes de ceux-ci.

PARTENAIRES

- ▶ Le ministère de l'Emploi et de l'insertion professionnelle (MTIP)
- ▶ L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC)
- ▶ Maroc PME
- ▶ Le Centre MOhamed VI de soutien à la Micro-Finance Solidaire (CMS)
- ▶ L'Association des Femmes chef d'Entreprise au Maroc (AFEM)



Sara ElRhani, Fondatrice de Sensei Prod :

Depuis très jeune, j'ai toujours été impressionnée par le monde du cinéma et de l'audiovisuel. Avoir ma boîte de production était pour moi un rêve. Après mes études, j'ai travaillé en finance...et j'ai pu grimper l'échelle pour décrocher un poste de responsabilité. Cependant, mon âme n'a jamais été comblée ! Ainsi je devais prendre les choses en main en quête de mon épanouissement, mon bonheur, mon seul et unique rêve. J'ai donc commencé à chercher l'information et me débrouiller pour les papiers de mon activité. Je l'ai fait toute seule pour faire des économies. Je me suis sentie seule et perdue. Il fallait aussi que je trouve des clients mais je n'avais pas comment ni où recevoir mes clients potentiels jusqu'à ce que je rencontre une copine qui me présente l'AFEM et tout le programme Min Ajliki. Woowow un grand bureau en plein quartier Racine, des ordinateurs, des imprimantes, salle de réunion, de l'accompagnement, des formations sur diverses thématiques et même une salle de repos ! En résumé, on t'accompagne et t'offre tout pour faire d'un petit rêve une grande réalité. L'AFEM m'a fourni le local et grâce à Min Ajliki j'ai eu en plus l'accompagnement et le soutien. Les formations m'ont été d'une grande utilité, le networking, le partage et surtout un grand push dans ma vie. Après ma période d'incubation, tout récemment, j'ai pu avoir mon propre bureau grâce à toutes les économies (charges de bureau, formations...qui étaient gratuites) que j'ai faites depuis le début. Min Ajliki m'a permis de démarrer comme je l'ai toujours imaginé et mes clients me faisaient confiance quand ils venaient à mon bureau dans un espace très professionnel et bien équipé. Min Ajliki est plus qu'un programme...c'est une expérience enrichissante que je recommande à toute femme qui rêve de réaliser son rêve et d'entreprendre.



Formation sur l'éducation financière et l'hygiène dans la production des produits de terroir à TIZNIT

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

COORDONNÉES DU BUREAU

Activités et projets réalisés avec le niveau central de nos partenaires :

Réalisation de sensibilisation, plan et actions de sensibilisation de formation, enquêtes, soutien aux incubateurs, accompagnement des porteuses de projets, compétitions entrepreneuriales, évènements, petits déjeuner débats, village solidaires, appui à la commercialisation, formation métiers, digitalisation de l'économie, startup weekends, etc. dans les régions de : Soussmassa, Daraa Tafilalet, Beni Mellal Khénifra, Fès Meknès, Tangertetouan El Hoceima, Région de l'Orientale, Rabat Salé Kénitra, Casa Settat, Draa Tafilalet, Oriental, El Jedida, Rabat, Casablanca, L'Orientale, Safi

M. BENOIT STIÉVENART

APEFE - Administrateur de programme

T : + 212 53 76 74 115

bureau.rabat@apefe.org

Ambassade de Belgique,
Rue Jaafar Assadiq 4 agdal Rabat Maroc



Inauguration officielle de l'incubateur de Meskès



Inauguration officielle de l'incubateur de Meskès



Plan de formation d'Appui à la commercialisation en direction des femmes relevant des coopératives



Journée d'information sur le programme Min Ajliki au profit des porteuses d'idées de projets à Meskès



Startup Weekend Women Casablanca



Les gagnantes du Start Up Weekend Women à Casablanca



Réunion du Comité Technique de Suivi Min Ajliki au sujet de l'étude d'impact à Rabat



Lancement de Min Ajliki Academy à Casablanca



Atelier Min Ajliki Tahfiz (sensibilisation) à Benslimane

Promouvoir le développement inclusif des personnes en situation de handicap à un niveau pluridisciplinaire axé sur la santé ; l'éducation ; l'empowerment et le bien-être en plus de renforcer les capacités de la Bethlehem Arab Society for Rehabilitation (BASR)/ le partenaire d'exécution.

BÉNÉFICIAIRES

- ▶ Personnes en situation de handicap, leur famille et les soignants
- ▶ Enseignants et les prestataires de soins
- ▶ Défenseurs et activistes des personnes handicapées
- ▶ Autorités locales
- ▶ Organisations à base communautaire
- ▶ Professionnels de la santé et travailleurs communautaires

Nous encourageons les personnes en situation de handicap de tous horizons à participer à nos programmes. Toutefois, en matière d'intervention prioritaire, nous nous concentrons sur les groupes et communautés vulnérables et marginalisés (zones C et zones de conflits), particulièrement les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes socialement et économiquement défavorisées qui souffrent couramment d'une double discrimination, entraînant une exclusion supplémentaire.

Nos bénéficiaires types sont les personnes en situation de handicap (quels que soient leur âge, leur sexe, leur race, leur appartenance ethnique, leur orientation sexuelle et leur type de handicap), que le programme accompagne afin de leur permettre de devenir des défenseurs locaux du handicap dans la communauté.

LEÇONS APPRIS

- ▶ L'importance de former les enseignants du primaire à la détection précoce et à l'intervention afin de limiter la détérioration précoce du handicap
- ▶ L'importance de former et de responsabiliser les groupes de soutien aux mères pour militer pour le droit à une éducation inclusive et servir de groupes de soutien par les pairs
- ▶ L'importance de créer des projets générateurs de revenus pour assurer la durabilité dans les centres communautaires et créer des opportunités d'emploi pour les personnes en situation de handicap
- ▶ L'importance de la digitalisation de l'apprentissage pour créer davantage de techniques créatives et adaptatives à l'éducation.

ACTIVITÉS ACHEVÉES EN 2018 & RÉSULTATS OBTENUS

- ▶ L'équipe mobile de réhabilitation a atteint 2 354 personnes par le biais de visites à domicile et de campagnes de dépistage dans les écoles; fournissant 212 appareils médicaux d'assistance 6238 séances de rééducation; 201 fournitures médicales et 21 adaptations physiques de bâtiments
- ▶ 8 centres communautaires d'éducation et de formation professionnelle ont été adaptés, rénovés et aménagés pour fournir des services éducatifs à environ 1 000 enfants et adolescents, dont 143 sont handicapés
- ▶ 128 défenseurs des droits des personnes en situation de handicap ont reçu 226 sessions de formation à l'autonomisation qui ont mené à la réalisation de 97 activités de lobbying et de sensibilisation
- ▶ 3 formations délivrées à 85 professionnels de la santé sur des thèmes liés au handicap
- ▶ 10 formations relatives à la détection précoce et l'intervention ont été dispensées à 163 enseignants d'écoles primaires et secondaires
- ▶ 4 formations sur les troubles d'apprentissage, l'autisme, les troubles de la parole et du langage et sur la violence sexuelle ont été organisées pour 30 professionnels de la santé et agents communautaires
- ▶ Développement d'une base de données qui servira de ressource numérique sur le handicap fournissant des données empiriques à 15 organisations et chercheurs



Programme de réhabilitation à base communautaire - Community-Based Rehabilitation Program (CBR)- Bethlehem Arab Society For Rehabilitation (BASR)



Des agents communautaires de Bethléem et d'Hébron suivent une formation spécialisée sur la prise en charge des personnes en situation de handicap mentales et des enfants autistes



Spectacle théâtral de sensibilisation aux droits de l'enfant dans le cadre de la Journée internationale de l'enfant au « SOS Children Village » de Bethléem



La superviseuse de la CBR, Fatima Azraq, maquille le visage d'un enfant en situation de handicap lors d'une activité inclusive pour les enfants du district de Bethléem

PARTENAIRES

Grâce à la base de données Web nouvellement développée, le programme a pu identifier 319 organisations de la société civile, avec lesquelles le programme coordonne au niveau local. Parallèlement, le programme entretient un partenariat solide et stable avec des acteurs majeurs, notamment :

- ▶ Le ministère palestinien du développement social
- ▶ Le ministère de l'Éducation palestinien
- ▶ Le ministère palestinien de la Gouvernance locale
- ▶ Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine et du Proche-Orient (UNRWA)
- ▶ Action Aid
- ▶ Young Men's Christian Association
- ▶ Palestine Children Relief Funds
- ▶ Office allemand pour le développement international
- ▶ SOS villages d'enfants
- ▶ Yes Theatre
- ▶ Université de Bethléem
- ▶ Université Palestine Al Ahlyia
- ▶ Université Al Quds
- ▶ Palestinian Medical Relief Service

Nous travaillons avec nos partenaires en terme de :

- ▶ Sensibilisation au handicap
- ▶ Playdoyer pour inciter à intégrer le handicap dans leurs plans, budgets et stratégies
- ▶ Coopération avec les partenaires pour mener des initiatives conjointes liées au handicap
- ▶ Institution gouvernementale : collaboration pour mener des initiatives conjointes liées au handicap
- ▶ Organisations de la société civile: leur rôle est de créer un environnement adaptatif pour les personnes handicapées afin de renforcer leur engagement et de supprimer les obstacles qui entravent leur inclusion
- ▶ Organisations internationales: leur rôle est de fournir un soutien financier et technique afin de mettre en œuvre des politiques et des lois nationales et internationales inclusives sur le handicap
- ▶ Organisations de personnes handicapées: leur rôle est de faire pression pour la mise en œuvre des lois et des politiques et de garantir aux personnes handicapées l'exercice de l'égalité des droits

act:onaid



COORDONNÉES DU BUREAU

IYAD HAMDAN

Directeur du Programme

T : + 972 274 40 50 (376)

cbrsouth@cbrsouth.org

100 Criemzan Street
Bethlehem

Oum Mohammad, une mère de quatre enfants handicapés vivant à Dahriyeh, Hébron

Grâce aux efforts du CBR, nous pouvons nous déplacer librement. Notre vie est beaucoup plus facile et nous pouvons accéder à notre travail facilement. Nous ne sommes plus des prisonniers de notre maison

Ismael Al Qaise, assistant social du programme pour personnes handicapées

Nous sommes fiers de notre relation avec le programme CBR. Ils nous ont aidés pendant notre crise financière et ont aidé des réfugiés handicapés

Ahmad Al Qayseyeh, directeur exécutif de la municipalité de Dahriyeh

Grâce au programme de CBR, nous connaissons maintenant beaucoup de personnes handicapées que nous ne connaissions pas auparavant. Le programme nous a beaucoup aidés à atteindre les plus démunis



Sally Dawoud, audiologiste et logopède du programme CBR anime une séance d'évaluation pour un enfant malentendant à Samou



Dura Mayor Ahmad Salhoub et Lyad Hamdan, manager du programme CBR ouvrent la cérémonie de lancement d'un événement local pour défendre les droits des personnes handicapées

CHIFFRES CLÉS

319 volontaires et stagiaires ont participé aux interventions et activités du programme

1916 personnes en situation de handicap ont été aidées pour accéder à des initiatives liées à la promotion de l'éducation pour l'inclusion (telles que l'éducation primaire, secondaire et l'éducation non formelle)

1931 ont participé à des activités communautaires inclusives pour promouvoir l'inclusion (comme des camps d'été, des activités sportives et des rassemblements sociaux)

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaire-type : homme de 35 à 55 ans, chef d'un ménage de 5 à 6 personnes, exerçant principalement dans la culture végétale mais disposant d'un à 2 étang(s) depuis moins de 10 ans, pour couvrir ses besoins, et éventuellement vendre un peu de poisson.

Critères de sélection : être pisciculteur actif, montrant que la pisciculture peut représenter une part non-négligeable du revenu du ménage.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018
& RÉSULTATS ATTEINTS

Le programme d'appui à la pisciculture villageoise de l'APEFE, qui commence à être bien connu des paysans de la province du Kongo-Central, s'est concentré en 2018 à sensibiliser et à encourager tous ses bénéficiaires à se constituer en associations, dont la plupart sont aujourd'hui reconnues par l'Etat congolais. Grâce à ce regroupement une motivation accrue s'est fait ressentir chez les pisciculteurs, qui ont pu s'entraider lors de la mise en pratique qui a suivi les formations techniques sur la création, la préparation et la fertilisation d'un étang, les espèces élevées et l'alimentation. Pour la première fois de l'histoire de ce programme, l'APEFE a également fourni gratuitement à ces 220 associations un kit de matériels aratoires pour mettre aux normes ou creuser un étang de démonstration communautaire et a installé 109 panneaux de visibilité pour promouvoir ces derniers. Les résultats ne se sont pas faits attendre, avec 22 hectares d'étangs créés l'an passé, l'obtention de rendements jamais obtenus jusqu'ici (3,43 t/ha/an en moyenne) et une demande d'intégration de nouveaux membres dans les associations. En complément, le programme a pu renforcer à la pisciculture 8 enseignants issus de 4 écoles techniques agricoles et 69 enfants des rues dans le cadre des synergies avec VVOB et Dynamo International. Les pisciculteurs eux-mêmes parlent de l'amélioration de leur niveau de vie, par exemple dans la facilité de paiement des frais scolaires pour certains d'entre eux. L'engouement devrait continuer à se faire sentir et les premiers poissons frais et de bonne taille devraient arriver courant 2019 dans les marchés des grandes villes.

LEÇONS APPRIS

L'action du programme s'avère très pertinente dans la mesure où elle touche une large population. Des effets et des résultats sont atteints au fur et à mesure de la mise en œuvre des activités, et les moyens suivent. Des progrès doivent principalement être faits dans la gestion des thèmes transversaux. Nous recommanderions la prise en compte des thèmes transversaux et la remise à niveau des agents au lancement du programme et à intervalle régulier, fonction des besoins. Dans la perspective de couvrir les besoins en poisson, y compris dans la ville-province de Kinshasa, l'intensification de la production et des moyens d'écoulement semble inéluctable.

PARTENAIRES

- ▶ Secrétariat Général à l'Agriculture : président du comité de pilotage, gère le programme avec l'APEFE. Disposerait d'un nouveau logo mais ne nous a pas été transmis pour l'instant.
- ▶ VVOB : synergie pour l'encadrement de 5 écoles techniques agricoles (+ de nouvelles à venir en 2019) dans le cadre du programme ETAGE de VVOB.
- ▶ L'APEFE se charge de renforcer en pisciculture 2 enseignants de chaque école, d'apporter des intrants et de réaliser des missions de suivi ;
- ▶ Dynamo International : encadrement des jeunes en situation de rue dans la ville de Boma. Comme pour VVOB, l'APEFE se charge de la formation de 69 jeunes et de leurs encadreurs en pisciculture, tout en fournissant les intrants et réalisant des missions de suivi régulières.



Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agro-alimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture/maraichage) a été amélioré.

Les capacités de production et de commercialisation des exploitants pisciculteurs dans la Province du Kongo Central ont été renforcées.

Programme d'appui à la pisciculture villageoise



Étang rempli, fertilisé par le compostage intérieur et pourvu d'une culture à base de périphyton



Visite de suivi d'un groupe de bénéficiaires par la conseillère technique de la zone de Luozi-Est Candy

Mr KIAMUANGANA KIAM et sa femme Madame
FATA KIAMUANGANA (APPK /Kongo dikati)

La croissance de nos poissons a doublé car ils bénéficient premièrement d'aliment naturel créé par la fertilisation et de l'aliment complémentaire. Ce programme m'a aidé à réaliser un très bon rendement que je n'avais jamais eu depuis que j'ai commencé cette activité, Pour un étang de 200 m² j'ai eu près de 80 Kg. Après la vente de mes poissons j'ai eu 140.000fc en valeur monétaire et je vous assure que cet argent m'a aidé à payer les frais scolaire de mon fils qui est finaliste et une partie m'a aidé à envoyer sa sœur à l'hôpital

CHIFFRES CLÉS

22 hectares d'étangs creusés en 2018

220 nombre de kits de matériels aratoires distribués pour creuser des étangs de démonstration

3 890 bénéficiaires encadrés par le programme

72 329 superficie en mètres carrésensemencée en 2018

548 522 superficie en mètres carrésensemencée en 2018

COORDONNÉES DU BUREAU

M. SAMUEL LEQUIEN

Administrateur programme

☎ T : + 243 979 00 55 49

🌐 Page facebook : APEFE-RDC

📍 Avenue cercle sportif n°14
République Démocratique du Congo



Creusage de l'étang de démonstration, pose du tuyau d'évacuation



Panneau de visibilité d'une association encadrée par le programme dans la zone de Luozi-Est

Former les producteurs aux nouvelles techniques de production maraîchère pouvant leur permettre d'améliorer les rendements, la commercialisation, le revenu et au final leur niveau de vie.

Programme d'appui à l'amélioration du niveau de vie des producteurs de l'agriculture familiale qui s'adonnent au maraîchage dans la province du Haut Katanga.

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires sont de plusieurs types :

- ▶ Les petits producteurs agricoles avec une superficie moyenne de 5 ares
- ▶ Les associations de producteurs avec un minimum d'expérience en maraîchage
- ▶ Des fermiers avec plus de 5ha et souhaitant améliorer leur production

Les critères de choix sont identiques pour toutes les catégories : être producteur agricole, se situer à moins de 60 km de Lubumbashi ou de Likasi et avoir la volonté d'apprendre.

ACTIVITÉS RÉALISÉS EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Formation en maraîchage directement dans le champ. Du semis jusqu'à la récolte.
- ▶ Formation en gestion associative et rédaction des textes règlementaires.
- ▶ Aménagement hydro-agricole et Forage de puits pour l'irrigation.
- ▶ Construction et aménagement de Boutiques d'intrants.
- ▶ Journée marché pour la promotion de la commercialisation des produits maraîchers.

LEÇONS APPRIS

La première grande difficulté est venue des fournisseurs de services. Malgré notre système de sélection assez strict, nous avons eu parfois affaire à des fournisseurs peu scrupuleux et qui parfois ne maîtrisent pas le domaine mais trouvent toutes les astuces pour contourner les règles et se faire sélectionner. Nous pensons qu'il faut redoubler de vigilance lors des sélections et surtout inclure dans les contrats une clause de rupture rapide et simple du contrat si des complications apparaissent.

Sur le plan des bénéficiaires, les difficultés sont liées à la motivation des bénéficiaires pour la pérennisation des actions. Pour 2019, nous allons revoir les critères de sélection afin d'inclure dans le programme non seulement les producteurs qui veulent apprendre mais également ceux qui veulent et peuvent faire du maraîchage une activité pérenne (métier).

PARTENAIRES ET LOGOS

- ▶ Ministère de l'Agriculture Pêche et Elevage (MINAGRIPEL)
- ▶ Centre de Production des Semences Maraîchères (CEPROSEM)
- ▶ Université de Lubumbashi

Le MINAGRIPEL met à la disposition du programme des bâtiments et du personnel de terrain. Dans certains cas comme celui du village agricole, il prend en charge l'achat des intrants et APEFE s'occupe de la distribution des intrants, la formation technique des bénéficiaires et l'accompagnement. CEPROSEM sélectionne et multiplie les semences utilisées dans le programme. Le programme facilite la vulgarisation de ces semences produites et adaptées aux conditions locales.

L'Université de Lubumbashi collabore avec APEFE dans la réalisation des enquêtes de terrain auprès des bénéficiaires, et APEFE prend en charge les stages pratiques des jeunes ingénieurs agronomes formés à l'université de Lubumbashi.



CHIFFRES CLÉS

14 associations de producteurs zone Lubumbashi

14 Jeunes Ingénieurs agronomes de l'UNILU (Université de Lubumbashi) recyclés sous forme de stages pratiques sur les sites soutenus par APEFE et 8 engagés dans des fermes autour de Lubumbashi après le stage.

24 associations de producteurs zone Likasi

30 fermiers appuyés (20 hommes et 10 femmes)

553 producteurs appuyés (291 hommes et 232 femmes)

31,17 ha cultivés en 2018

709,4 tonnes de légumes récoltés (toutes spéculations confondues)

Les bénéficiaires Madame MBELELA MARTH et Monsieur ILUNGA MWEMA de l'association TAFIMBWA ont quitté chacun leur petite maison en terre battue et paille et ont chacun de son côté construit grâce à ce programme une maison de 3 pièces en brique et entièrement couverte en tôle.

Le bénéficiaire AMORY de ASOMAT (zone : Kasumbalesa, village Mutuamina) a construit une maison grâce à l'amélioration de ses revenus et au programme.

Le bénéficiaire Monsieur MUTOMBO B. membre de l'association SIMAMA NAKULIMA a acheté un taxi a Kapolowe grâce à ses activités maraîchères. Il a reçu les félicitations et les encouragements du Secrétaire général du ministère de l'Agriculture lors de sa visite à Kapolowe le 28 février à l'occasion de la tenue du Comité de Pilotage du programme que ce dernier préside.

COORDONNÉES DU BUREAU

M. JULES KODJO MAWULI ATCHOGLO
BUREAU APEFE SECTEUR AGRO

- T : + 243 97 100 96 54
- km.atchoglo@apefe.org
- Avenue Beberu N°
Quartier Golf Météo 1
Lubumbashi, RDC



Bénéficiaire de l' association TAFIMBWA



Champs d'oignons



Formation en apiculture maraichage



Jour du marché



Journée marché exposition et vente par les maraichers



Atelier sur le genre

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de ce programme sont des enseignants et directeurs des écoles primaires titulaires des classes de 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} qui travaillent dans le milieu rural ou périurbain.

Les autres bénéficiaires sont les inspecteurs, les conseillers d'enseignement primaire et les directeurs d'écoles.

LEÇONS APPRIS

Le programme investit beaucoup d'équipements technologiques comme des ordinateurs, les panneaux solaires, etc. Les innovations technologiques comme l'intégration des TICE dans les pratiques scolaires et administratives impliquent un suivi assidu, la maintenance des équipements et la formation du personnel pour leur doter d'un minimum de compétence à la maintenance et/ou réparation des équipements. Le personnel du partenaire n'est toujours à même d'assurer une maintenance et/ou réparation des équipements à cause de leur formation initiale. D'où la nécessité de la formation permanente.



Comité technique de suivi

CHIFFRES CLÉS

5 Centres numériques connectés à Internet

7 Modules de formation

104 Tuteurs formés

3396 Enseignant(e)s inscrit(e)s



Equipe des concepteurs des livrets

PARTENAIRES

À travers ce programme, l'APEFE appuie le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) : Le MEPSP définit la politique générale de l'enseignement national conformément aux articles 202 point 23, ainsi que 203 points 20 de la Constitution. Il veille au respect des normes générales applicables à l'ensemble des établissements de l'enseignement national et fixe la forme et les conditions d'obtention des titres sanctionnant la fin des cycles d'études. Un Secrétariat Général coordonne l'ensemble de services centraux (Directions) et provinciaux (Divisions provinciales). Il y associe les différents partenaires de l'éducation à travers des structures de consultation : association des parents, syndicats, PTF.

Au niveau provincial, l'APEFE s'appuie sur les services de l'Inspection provinciale de l'Enseignement : Les IPP sont chargées de l'évaluation, du contrôle et de la promotion de l'enseignement ainsi que de l'éducation scolaire, notamment : 1^o visiter les écoles et contrôler leur bonne marche; 2^o observer, apprécier, conseiller, former le personnel enseignant et contrôler son niveau de rendement; 3^o organiser les jurys et l'évaluation pédagogique; 4^o rendre compte, par la voie hiérarchique, à travers les rapports d'inspection, des résultats de sa mission aux autorités compétentes de l'EPSP.

L'APEFE, partenaire majeur de l'IFADEM, travaille en collaboration avec l'OIF/IFEF et l'AUF.

Les contenus méthodologiques, les supports didactiques outils et méthodologie de formation utilisés par sont validés et certifiés par IFADEM. Le Campus numérique AUF et ses experts seront également nécessaires pour l'appui technique à la gestion des centres des ressources numériques. L'OIF/IFEF est responsable de la mise en œuvre du site internet et du MOOC IFADEM.

Fortunat Bakajika,
Inspecteur à Kamina

Les livrets IFADEM amènent une nouvelle méthodologie dans l'enseignement des leçons à l'école primaire. Ils développent leur contenu de manière compréhensible pour permettre à chacun de s'autoformer. C'est une innovation sur le plan pédagogique

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

L'année 2018 marque la généralisation de la réforme qui met en place l'éducation de base à 8 ans. Les classes de 1ère et de 2ème secondaire du système éducatif en RD Congo s'appelleront désormais 7ème et 8ème année de l'Education de base. Il ne s'agit pas de l'école primaire dont la durée a été prolongée à 8 ans. Il s'agit plutôt d'une articulation entre le cycle primaire de 6 ans et les deux anciennes années du secondaire qui sont mis ensemble pour former un continuum pédagogique de huit ans. Cette réforme repose sur la loi-cadre de l'enseignement national n°14/ 004 du 11 février 2014. Elle tire également son fondement dans la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2015-2025.

Cette réforme vient renforcer l'objectif spécifique de l'IFADEM qui vise l'amélioration des apprentissages et des résultats scolaires pour les élèves de 3ème, 4ème, 5ème et 6ème. En effet, la formation des enseignant(e)s titulaires de ces classes a comme conséquence que les élèves apprennent mieux et améliorent leurs résultats en classe. Principalement la capacité de lecture, d'écriture, de calcul, d'expression orale et écrite, avant qu'ils affrontent la 7ème et la 8ème.

Démarré un an plus tôt, le programme IFADEM a poursuivi ses activités en 2018 en mettant en place le dispositif de la formation, en commençant par la constitution de la cartographie des réseaux d'écoles de proximité dans les zones ciblées. Cette modalité de formation est prescrite par le ministère pour implémenter la formation continue des enseignants. Les Livrets de formation, rédigés par l'équipe d'experts du ministère, ont reçu le quitus du Ministre et sont alignés comme manuels officiels pour la formation continue des enseignants de la RD Congo. Renforçant par là leur pertinence.

Plus de 3.000 enseignants sont inscrits sur les listes des stagiaires dès cette année. Ce nombre dépasse

déjà la cible de 2.500 prévus d'ici la fin du programme.

Pour asseoir le contenu des enseignements, des séminaires de formation ont été organisés au courant du deuxième semestre à l'intention des tuteurs. Au total 104 Tuteurs se sont ainsi approprié le contenu réparti dans 7 livrets ou modules, qui sont :

Livret 1 : Tenir compte des variations linguistiques et culturelles : repérer les erreurs phonétiques et grammaticales et y remédier

Livret 2 : Renforcer la méthodologie de la compréhension et de la production orales

Livret 3 : Renforcer la méthodologie de l'enseignement/apprentissage de l'expression écrite

Livret 4 : Organiser le travail en classe : les séquences, les interactions, l'évaluation, le monitorat, la gestion des grands groupes ...

Livret 5 : Enseigner le français pour les mathématiques et par les mathématiques

Livret 6 : Renforcer la méthodologie de l'enseignement des sciences et la technologie

Livret 7 : Comprendre le Programme scolaire de l'enseignement primaire pour sa meilleure mise en œuvre. Ce dernier module est une nouveauté de cette phase et vient apporter une compétence supplémentaire qui est la «maîtrise du programme scolaire».

Leur contenu riche et varié renforce les compétences des enseignant(e)s dans le domaine pédagogique, linguistique et didactique. Avec ce contenu, IFADEM mise sur le perfectionnement professionnel des enseignants. Parce qu'un bon enseignant fait toute la différence. Pour que les élèves

puissent bien apprendre, les enseignants doivent être présents, qualifiés, motivés et s'employer à garantir que chaque élève apprenne ce qu'ils enseignent. IFADEM oriente les formations sur la maîtrise de langue d'enseignement et renforce les méthodes pédagogiques pour un bon apprentissage. Un bon apprentissage résulte d'interactions productives entre les élèves et les enseignants. L'amélioration de la qualité de ces interactions est au cœur de l'action de l'IFADEM. Plusieurs innovations dans ce sens ont permis aux enseignants d'organiser la classe de manière suffisamment différente des pratiques habituelles. Un module y est même consacré. C'est le Livret 4 : Organiser le travail en classe : les séquences, les interactions, l'évaluation, le monitorat, la gestion des grands groupes ...

Le programme a organisé un atelier sur l'intégration de l'aspect Genre dans le système scolaire en février 2018. Cet atelier a abouti à l'écriture des grandes lignes d'un document contenant les objectifs de formation sur le genre dans le système scolaire. Notamment : (1) identifier les encadreurs intervenant dans la mise en œuvre de l'approche genre ; (2) définir le rôle de chaque encadreur (direct ou indirect) dans la résolution des controverses suscitée par les relations entre garçons et filles, hommes et femmes ou encore, entre les personnes de même sexe; et (3) renforcer les capacités des encadreurs pour qu'ils puissent adopter et mettre en œuvre des attitudes et pratiques favorables à l'équité du genre et offrir les mêmes opportunités aux filles et aux garçons à l'école, en dehors de celle-ci et durant toute leur vie.

Lors du comité de pilotage tenu en novembre 2018, le ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) a eu l'occasion d'encourager le programme à poursuivre sur sa lancée pour atteindre les résultats escomptés.



Formation sur les livrets



Formation sur les livrets IFADEM

COORDONNÉES DU BUREAU

M. CLEMENT TSHIBANGU

APEFE

T : + 243 971 009 653

bureau.lubumbashi@apefe.org

Bureau Wallonie Bruxelles Lubumbashi

115, avenue Sandoa - Lubumbashi

Province du Haut Katanga. R.D. Congo

IGIRA KU MURIMO Programme d'appui à l'apprentissage sur le lieu de travail

BÉNÉFICIAIRES

Le marché de l'emploi rwandais fait face à un déficit de compétences qualifiées. Cette demande en compétences est d'autant plus prégnante, qu'en 2015, le Rwanda a lancé la campagne « Made in Rwanda » pour promouvoir la consommation locale, améliorer la qualité des produits rwandais et favoriser leur exportation. Cette campagne exige une meilleure compétitivité des entreprises et de la main d'œuvre rwandaise qualifiée.

Le programme entend répondre à la problématique locale de la compétitivité et de l'employabilité grâce à une formation professionnelle inclusive, équitable et de qualité, en adéquation avec la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail.

Une des stratégies de cette politique pour former la population aux compétences requises sur le marché de l'emploi est la formation en alternance conjuguant formation en centre de formation professionnelle et apprentissage en entreprise.

Le programme Igira Ku Murimo vise très spécifiquement les jeunes femmes et hommes défavorisés socio-économiquement, ainsi que des jeunes en situation de handicap des provinces appuyées.

Pour être éligible, il faut avoir entre 16 et 30 ans et un diplôme d'études secondaires ou un diplôme universitaire avec un plan de développement dans les filières visées par le programme.

Afin d'améliorer l'inclusion, certains groupes sont prioritaires, notamment, les filles, les jeunes en situation de handicap et les jeunes des 1ères et 2èmes catégories sociales (les plus défavorisées). Pour les candidats ayant la même condition sociale (Handicap, etc.), la priorité a été donnée aux jeunes qui sont restés plus longtemps au chômage.

LEÇONS APPRIS

Nécessité de l'approche participative à tous les niveaux d'intervenants : La mise en œuvre de la formation en alternance est une nouveauté au Rwanda et la mise en place d'un nouveau système de formation demande la bonne compréhension de toutes les parties prenantes à tous les niveaux. Le programme étant pilote, une réflexion constante sur la mise en œuvre avec les différents acteurs est indispensable pour permettre de créer un système contextualisé et adéquat en fonction de la réalité des centres de formation et des entreprises. Cette phase pilote requiert de la flexibilité au niveau de l'équipe dédiée au programme et la volonté de réorienter les approches en fonction des réalités du terrain. Le programme utilise une approche participative à tous les niveaux (macro, méso, micro) afin de s'assurer que toutes les parties comprennent le système de formation en alternance, préparent sa mise en œuvre, collaborent et apprennent ensemble. Ainsi, non seulement les institutions du niveau macro (Ministère de la fonction publique et du travail, Private Sector Federation, Rwanda Development Board, Workforce Development Authority, Rwanda Polytechnic, Ministère de l'Education) sont impliquées, mais les bénéficiaires directs (gestionnaires et formateurs des centres de formation et entreprises pilotes) se rencontrent pour préparer ensemble la mise en œuvre.

CHIFFRES CLÉS

- 5** plans de formation en alternance ont été développés sur base des curricula de l'Autorité de Développement de la Main d'œuvre (WDA)
- 13** écoles EFTP et 96 entreprises ont été sélectionnées pour mettre en œuvre le programme d'apprentissage sur le lieu de travail
- 13** directeurs et 14 Formateurs d'écoles EFTP ont été formés
- 78** chefs d'entreprise et 73 formateurs en entreprise ont été formés
- 145** apprentis ont commencé la formation en alternance (5 Classes de formation : 2 en transformation agroalimentaire, 2 en couture et 1 en coiffure) dans 4 écoles EFTP

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail, l'APEFE appuie les autorités responsables et la Fédération du Secteur Privé à initier la formation en alternance dans le secteur de la formation professionnelle, tout en renforçant les capacités des centres de formation et des entreprises à offrir une formation inclusive, équitable et de qualité dans des filières porteuses d'emploi.



Les apprentis dans la filière de couture en pratique à l'école EFTP NGARAMA, District Gatsibo



Le programme respecte les principes d'inclusion des jeunes en situation de handicap. Ici, un étudiant albinos avec son formateur à l'école ESTB BUSOGO, District Musanze



Les apprentis dans la filière de beauté, section coiffure en pratique à l'école EFTP Gacuriro, District Gasabo

PARTENAIRES

Le programme est mis en œuvre en collaboration avec différentes institutions gouvernementales, le secteur privé ainsi que les partenaires de la société civile.

1. Institutions gouvernementales :

- ▶ Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail (MIFOTRA)
- ▶ Le Ministère de l'Éducation (MINEDUC)
- ▶ L'Autorité de Développement de la Main d'œuvre (WDA)
- ▶ Le Rwanda Polytechnic (RP)
- ▶ Le Rwanda Development Board (RDB)
- ▶ Le Gender Monitoring Office (GMO)

2. Le secteur Privé:

- ▶ - La Fédération du Secteur Privé (PSF)
- ▶ - Les Chambres et Associations Professionnelles

3. Les partenaires de la société civile:

- ▶ Enabel
- ▶ Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand (VVOB)
- ▶ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
- ▶ Handwerkskammer Koblenz (Chamber of Skilled Crafts Koblenz)
- ▶ SwissContact
- ▶ Education Development Center (EDC)/Akizi Kanoze Access
- ▶ Rwanda Resource Efficient and Cleaner Production Center (RECP)



Belgique
partenaire du développement



ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

Les différentes parties prenantes ont été appuyées pour collaborer et coordonner une formation en alternance inclusive et équitable de qualité :

- ▶ Durant l'année 2018, l'APEFE a appuyé le Ministère de la Fonction Publique et du Travail (MIFOTRA) et la Fédération du Secteur Privé (PSF) à coordonner le pilotage de la formation en apprentissage. L'APEFE a donc appuyé ses partenaires à faire l'inventaire de ces initiatives et à organiser 2 réunions de partage de connaissance, d'expériences et succès et de défis, afin que ceux-ci puissent être mieux à même de mettre en place un système de formation en alternance contextualisé
- ▶ De plus le programme a organisé une formation en gestion du changement et développement organisationnel pour les partenaires stratégiques. Le renforcement des capacités de ces acteurs leur permet d'introduire la nouvelle forme de formation professionnelle dans le système EFTP existant
- ▶ Les 2 chambres et 6 associations professionnelles impliquées ont été dotées d'équipement informatique pour gérer la base de données des écoles EFTP et des entreprises impliquées, ainsi que du personnel des écoles et entreprises formé à accompagner les apprentis
- ▶ Afin de faciliter l'accès des filles, des jeunes vulnérables et jeunes handicapés à la formation en alternance, un système pilote de bourses d'études ainsi que des mesures inclusives ont été initiés

Les institutions de formation professionnelle sont appuyées pour former les jeunes hommes et femmes à être compétitifs sur le marché du travail :

- ▶ Pour assurer une meilleure collaboration entre les écoles et les entreprises, un protocole d'accord pour la formation des apprentis a été signé entre 4 écoles (Ecole KABUTARE TVET, Ecole ESTB BUSOGO, Ecole NGARAMA TVET et Ecole GACURIRO TVET), et 5 associations professionnelles : (AP-PROJUBAAR), Beauty Makers Association (BMA), Association of Professional Tailors (APT), Rwanda Association of Manufacturers (RAM), Bread Bakers Association (BBA)
- ▶ Des comités de suivi de la formation en alternance ont été mis en place dans les 4 écoles EFTP

Ils seront chargés de veiller à ce que les jeunes reçoivent les bourses et d'effectuer le suivi des jeunes durant la période d'apprentissage en entreprise afin d'améliorer constamment l'approche de formation en alternance tout au long de la phase pilote.

- ▶ Ces comités sont constitués des représentants des écoles, des associations professionnelles et du District
- ▶ Les directeurs des 13 écoles EFTP pilotes du programme ont bénéficié d'une formation sur la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail, la formation en alternance ainsi que sur les principes du genre et de l'inclusion
- ▶ Les capacités des formateurs d'écoles EFTP ont été renforcées, notamment en ce qui concerne l'élaboration d'un plan de formation en alternance et l'intégration des jeunes sur le lieu de travail (Work Ready Now !), en collaboration avec le Centre de Développement de l'Éducation (EDC) et AKAZI KANOZE. De plus, les formateurs ont bénéficié d'une formation en langue des signes, en collaboration avec l'Union National des Sourds au Rwanda (National Union of the Deaf (RNUD)), pour leur permettre de communiquer avec les jeunes inscrits dans le programme

Les entreprises sont appuyées pour être capables d'offrir des opportunités d'apprentissage sur le lieu de travail :

- ▶ Les chefs d'entreprises ont été sensibilisés à la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail et la formation en alternance.
- ▶ Les formateurs en entreprise ont été formés à l'élaboration d'un plan de formation en alternance et à l'apprentissage au lieu de travail

SIBORUREMA Jean Marie

est formateur de couture à l'école NGARAMA. Il déclare que le programme d'appui à la formation en alternance - IGIRA KU MURIMO - est bien organisé et favorise l'acquisition de compétences plus compétitives que le système de formation classique. « Le parcours de cet apprentissage comprend les modules très importants sélectionnés dans les programmes de chaque niveau de la formation classique : Niveau 3, niveau 4 et niveau 5. Ceci signifie qu'un apprenti dans le cadre du programme IGIRA KU MURIMO acquiert les compétences requises pendant 3 ans en seulement 6 mois. Une autre spécialité de ce programme est que les apprentis passent 6 autres mois dans des entreprises pour pratiquer ce qu'ils ont appris dans les écoles. On voit que les apprentis de ce programme ne vont pas seulement bénéficier des compétences avancées, mais aussi de l'expérience dans les métiers entrepris »

COORDONNÉES DU BUREAU

T : +250 782 723 969

bureau.kigali@apefe.org

APEFE - Rwanda

KN1 Street, #2360 - Po Box 81 Kigali, Rwanda

Facebook : APEFE Rwanda - @ApefeRwanda

MME. MARIE-PIERRE INGOMA

Administratrice de Programme





Jigeen Ni Tamit



Moussa, expert APEFE en charge de la composante technique, en entretien avec une femme entrepreneure lors d'une mission à Thiès



Jumelles de FASS DIOM et REFABEC après l'échange de cadeau une tenue complète pour l'autre jumelle (novembre 2018)



Femmes des groupes Fass Diom et REFABEC en formation en gestion managériale

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires visées : 100 entreprises féminines à terme ; 46 bénéficiaires sélectionnées en 2018
 Modalités de sélection : trois types de critères : 1. obligatoires (être cheffe d'entreprise, dans le secteur de la transformation agroalimentaire, travailler dans l'une des 3 filières (lait, halieutique, fruits et légumes), exercer son activité dans les régions de Thiès et Louga) ; 2. essentiels (activité principale, investissement personnel/capacité à fournir une contrepartie, capacité à se mobiliser, outils minimums de gestion comptable et de trésorerie, cycle primaire, formation technique de base, équipement minimal) ; 3. souhaitables (produits innovants, bio, énergies renouvelables).

Le bénéficiaire type : entreprise individuelle ou la collective (solidaire). Unité de gestion du programme

CHIFFRES CLÉS

- 4** sessions de formation organisées dans la région de Thiès : 72 femmes renforcées
- 6** kits de Bonnes Pratiques d'Hygiène distribués
- 10** missions de diagnostic dans les régions de Thiès et de Louga
- 46** bénéficiaires sélectionnées

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Mise à disposition de locaux pour l'Unité de Gestion du Programme (UGP) et installation
- ▶ Délimitation du périmètre des bénéficiaires / Missions de diagnostic et sélection de la première cohorte
- ▶ Formation en capacités managériales (techniques de gestion simplifiée et organisation) et techniques (bonnes pratiques d'hygiène)
- ▶ Dotation en petits équipements
- ▶ Mise en réseaux des partenariats sénégalais
- ▶ UGP installée
- ▶ 46 bénéficiaires sélectionnées
- ▶ 72 femmes renforcées en capacités managériales et techniques et dotées de petits équipements
- ▶ 4 synergies entre Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale (ACNG) belges opérationnelles : élaboration de feuille de route, diagnostic du secteur, déroulement des activités conjointes
- ▶ 1 convention de partenariat signée et 6 conventions de collaboration signées

LEÇONS APPRIS

- ▶ Suite au diagnostic, la priorité de l'intervention doit se concentrer sur l'encadrement de proximité (organisation, gestion comptable, hygiène, qualité), avant les apports matériels
- ▶ L'appui logistique et infrastructurel renforcera les sites technologiques existants et dotera individuellement les entreprises en fonction de l'analyse des besoins
- ▶ Développer la plus-value sur 1. l'innovation (diversification des produits, packaging, etc.), 2. respect de l'environnement (produits sains, agroécologiques et énergies renouvelables)
- ▶ Appuyer la recherche et le développement pour compenser la saisonnalité des filières du programme pour obtenir des produits diversifiés et innovants
- ▶ Le diagnostic recommande de renforcer les entreprises individuelles qui présentent une performance organisationnelle et financière significative
- ▶ La démarche endogène de s'appuyer sur une ressource interne de l'entreprise sera favorisée en renforçant en priorité les capacités de celle-ci en gestion et comptabilité. Externaliser le coaching dans ces domaines restera un recours alternatif.

PARTENAIRES

- **Partenariat institutionnel** : ITA – Institut de Technologie Alimentaire, ANPEJ – Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes, ADEPME – Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises, Direction des Industries de Transformation de la Pêche (Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime), FNCF – Fonds National de Crédit pour les Femmes, FNPEF – Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin, Direction des Industries Animales (Ministère de l'Élevage et des Productions Animales). Mise à disposition des bases de données sur les bénéficiaires et les personnes-ressources (formation et suivi)
- **Synergie 1** : Entrepreneuriat féminin : Broederlijk Delen, SOLSOC/ Green Senegal, Le Monde selon les Femmes/Enoa Pronat. Élaboration conjointe de la feuille de route, animation collaborative sur le diagnostic du secteur, élaboration participative des termes de références (TDR) de l'étude de marché
- **Synergie 2** : Genre : Broederlijk Delen, Le Monde selon les Femmes/Enoa Pronat, COSPE, Eclasio. Participation aux réunions de réflexion, co-animation des ateliers, préparation conjointe des événements
- **Synergie 3** : TAFAdé (Task Force Agroécologie) : Broederlijk Delen, Le Monde selon les Femmes/Enoa Pronat, Eclasio, SOS Faim, Rikolto. Participation aux réunions de réflexion, échanges d'expériences
- **Synergie 4** : Information et mutualisation des ressources en Renforcement des Capacités : Broederlijk Delen, Eclasio, Rikolto, CR Belgique, ARES, Exchange Expertise, VVSG, SOS Faim, Échos Communication. Échanges d'informations entre les OSC/AI visant à augmenter l'efficacité de l'accompagnement et du renforcement des capacités des partenaires communs, augmenter la transparence et partager les bonnes pratiques



Mme Louty SOW,
Présidente de Fass Diom

Ce programme nous a permis de mettre en place un marrainage avec un autre groupement de femmes pour favoriser le partage de bonnes pratiques et les synergies. Ce marrainage, à notre initiative, a été possible grâce à une formation organisée par Jigeen Ni Tamit qui nous a rassemblés avec les femmes de REFABEC. Nous avons maintenant chacune une jumelle dans l'autre groupement et la perspective de travailler ensemble. Les femmes de REFABEC pourront par exemple faire usage de notre plateforme technologique de transformation de fruits et légumes et nous pourrons nous associer pour produire davantage lors de commandes importantes pour certains événements. C'est une collaboration prometteuse qui nous permettra à toutes de développer nos activités



Entrepreneure dans la transformation du lait montrant sa tenue des comptes



Des femmes entrepreneures trient les feuilles d'hibiscus, première étape de la fabrication du jus.



Bénéficiaire vendant sa production de lait à Dahra - Louga

COORDONNÉES DU BUREAU

MME. SOPHIE PHAM-HOLLIDAY

Administrateur de Programme

T : +221 33 849 29 76 - M : + 221 77 740 78 65

www.apefe.org

APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles

14 Avenue des Jambaar - BP 6279

Dakar - SENEGAL

BÉNÉFICIAIRES

- ▶ Maîtres de l'élémentaire, titulaires de Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)
- ▶ Directeurs d'école, titulaires de Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP)
- ▶ Inspecteurs
- ▶ Bénéficiaire type : le Maître de l'élémentaire
- ▶ Bénéficiaires indirects : les élèves

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Organisation de l'examen certificatif de la cohorte de la phase expérimentale
- ▶ Délimitation du périmètre des bénéficiaires pour la première promotion de la phase d'extension
- ▶ Dotation : tablettes équipées de clavier et de puce, dictionnaires, livrets pédagogiques
- ▶ Formation : tuteurs, superviseurs, coordonnateurs et maîtres
- ▶ Chaque instituteur bénéficiaire a reçu le kit complet de formation
- ▶ Tous les acteurs en charge de l'encadrement ont été formés à la prise en main des outils de formation
- ▶ Formation des maîtres : démarrage en décembre 2018 (durée de 9 mois)

PARTENAIRES



- ▶ **Synergie 1** : avec l'Académie de Recherche de l'Enseignement Supérieur (ARES) mise en œuvre par la Haute Ecole Louvain en Hainaut et la Haute Ecole Vinci et en partenariat avec l'UCL et le Centre de Formation Pédagogique David Boilat de Mbour et Eclasio : thématique étudiée : Co-construction de partenariats pédagogiques et interculturels Sud-Nord : Atelier réflexif autour de « balises questionnantes » et Validation du référentiel et des outils connexes. Organisation et réflexion participatives au préalable et à distance. Participation financière et apport d'expertise et d'expérience de l'APEFE via ses partenaires locaux.
- ▶ **Synergie 2** : avec l'Académie de Recherche de l'Enseignement Supérieur (ARES) mise en œuvre par la HEPH-Condorcet, Ecole Nationale des travailleurs sociaux spécialisés, le Centre de Formation Judiciaire en partenariat avec l'ONG Dynamo International et la plateforme COSAED (collectif des structures d'appui aux enfants et jeunes en difficultés). Thématique étudiée : Offres de formation du Travailleur social des rues (formation initiale, continue, Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE)). Organisation et réflexion participatives au préalable et à distance. Participation financière et apport d'expertise et d'expérience de l'APEFE via son assistant technique et aval institutionnel via ses partenaires du programme (Doyenne de l'Inspection générale de l'Éducation et de la Formation et de la Formation (IGEF) et de la Formation (IGEF)).
- ▶ **Synergie 3** : Information et mutualisation des ressources en Renforcement des Capacités avec Broederlijk Delen, Eclasio, Rikolto, CR Belgique, ARES, Exchange Expertise, VVSG, SOS Faim, Echos Communication. Echanges d'informations entre les Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale (ACNG) visant à augmenter l'efficacité de l'accompagnement et du renforcement des capacités des partenaires en commun, augmenter la transparence et partager les bonnes pratiques.



Formation prise en main tablettes



Formation prise en main tablettes



Formation prise en main tablettes

LEÇONS APPRIS

- ▶ Le partenariat triangulaire MEN-APEFE-IFEF est le gage d'une co-construction : la mutualisation des expériences, des expertises et des bonnes pratiques de la phase expérimentale et de la phase d'extension est déterminante pour la bonne conduite de l'IFADEM APEFE
- ▶ La mise en cohérence des contenus de formation IFADEM et des épreuves d'évaluation certificative est la clé de l'adhésion et de la réussite des bénéficiaires
- ▶ La dématérialisation de la formation et de l'examen certificatif IFADEM pourrait supplanter à terme la version traditionnelle de formation continue des maîtres

CHIFFRES CLÉS

3	coordonnateurs formés
10	superviseurs formés
21	tuteurs formés
479	maîtres formés
650	livrets pédagogiques imprimés pour chaque module (7 livrets)
800	tablettes acquises dont 534 configurées et remises aux bénéficiaires
800	dictionnaires Robert illustrés

COORDONNÉES DU BUREAU

MME. SOPHIE PHAM-HOLLIDAY

Administrateur de Programme

☎ T : +221 33 849 29 76 - M : + 221 77 740 78 65

🌐 www.apefe.org

APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles

📍 14 Avenue des Jambaar - BP 6279
Dakar - SENEGAL

Soucka DIOUF, Tuteur Kaolack commune

Aujourd'hui, après ma formation au tutorat, je n'ai plus de souci ni pour la gestion de mon groupe, ni pour les modalités d'organisation des rencontres présentiels, c'est-à-dire les mini-regroupements avant le démarrage et avant la fin de chaque module. Je réussis à communiquer avec mes formés via les applications de communication installées sur la tablette et à leur transmettre des devoirs à traiter dans « Classroom ». Grâce au séminaire, je parviens à me familiariser avec les différents outils et à remplir correctement les outils de rapportage. En somme, cet atelier de renforcement des capacités m'a permis de comprendre les méthodes et techniques d'encadrement du dispositif de la formation à distance de manière générale et dans le cadre d'IFADEM en particulier



Ngoné DIOP, Apprenante Kaolack commune

L'appropriation des livrets ou des modules, très bien conçus avec des démarches innovantes, et l'utilisation de la tablette permettront de bien préparer l'examen de fin de formation, mais aussi et surtout, d'améliorer ma pratique de classe pour une meilleure transmission des enseignements/apprentissages à mes élèves. Nous avons aussi des regroupements deux à trois fois dans le mois pour exploiter et partager sur les modules, ce que nous jugeons très important et fructueux pour nous récipiendaires. Avec la tablette je fais beaucoup de recherche adaptée via le moteur de recherche Google sur le plan pédagogique mais aussi pour ma culture générale : donc je peux dire que je me perfectionne. Dès lors, je constate, comme tous les autres formés, que cette formation IFADEM/APEFE est venue à son heure car c'est l'heure du numérique



BÉNÉFICIAIRES

- ▶ Formateurs de formateurs, personnels d'administration, de gestion, de direction des écoles nationales de formation de formateurs, personnels des directions et services techniques du MFPA, A,
- ▶ Inspecteurs de spécialité
- ▶ Agents de l'Etat désignés par leurs autorités respectives
- ▶ Bénéficiaire type : le Formateur des établissements de FPT
- ▶ Bénéficiaires indirectes : les jeunes en formation

LEÇONS APPRIS

L'approche collaborative et participative systématisée par le programme entre les 3 EFF et plus récemment avec la quatrième structure nationale de formation des formateurs à l'Ecole de Formation de Guérina a initié un dialogue méthodologique et une solidarité certaine aujourd'hui consolidés. Cette force doit néanmoins être maintenue par une coordination et une animation émanant de l'autorité de tutelle.

La démarche inclusive reposant sur les personnes-ressources internes du système de la FPT a permis de mettre en place des dispositifs de suivi -tant au niveau de l'APC que de la Demande-Qualité (DQ) - structurés, organisés et archivés dans un système d'information (SI), qui sont en mesure de s'autoréguler. Les agents internes, en fonction de leur responsabilité, de leur mandat, sont les acteurs de la pérennisation.

Toutefois, les moyens et ressources matériels du programme ont été les catalyseurs de la dynamique, qui, une fois retirés en cette clôture d'accompagnement, doivent être repris et réinvestis par le système du Ministère. À défaut, les acquis peuvent être menacés

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

Approche par Compétence (APC) :

- ▶ Révision de tous les référentiels de l'ENFEFS
- ▶ Élaboration du Guide d'organisation matérielle et pédagogique du métier de Carreleur
- ▶ Élaboration des grilles d'évaluation de l'APC à l'ENSETP
- ▶ Séminaire sur le dispositif d'encadrement des stages professionnels
- ▶ Suivi des sortants sur tout le territoire
- ▶ Évaluation de ces activités de suivi

Démarche Qualité :

- ▶ Formations des formateurs et des personnels administratifs et de gestion en :
 - ▶ Genre
 - ▶ archivage-documentation
 - ▶ environnement-développement durable
 - ▶ Système-Management-Qualité
 - ▶ Hygiène-Santé-Sécurité
- ▶ Audit Qualité dans les 3 EFF

Capitalisation :

- ▶ Coaching à la conduite du changement
- ▶ Acquisition d'un serveur pour héberger le système d'information (SI)
- ▶ Formation des administrateurs et utilisateurs du Système d'Information
- ▶ Atelier de Capitalisation du programme
- ▶ Evaluation externe de fin de programme

Résultats :

- ▶ Les personnels des 3 EFF ont été renforcés dans les thématiques transversales et coachés sur la dynamique du changement
- ▶ Les personnels en charge des SI respectifs à chaque EFF sont formés à l'administration et l'animation de leur SI
- ▶ Des référentiels écrits selon l'APC ont été ractualisés et d'autres référentiels ont été complétés
- ▶ La Démarche Qualité dans chaque EFF a été auditée
- ▶ Les 3 EFF et le Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPA) disposent d'un SI sur la formation de formateurs
- ▶ La capitalisation du programme a été réalisée de manière participative et collaborative avec toutes les parties prenantes
- ▶ Le programme a été évalué dans sa phase finale d'accompagnement dans une perspective de pérennisation

Les acquis du Programme de 2008 à 2016 sur les plans pédagogique, technique et managérial ont été consolidés dans les trois structures nationales de formation de formateurs appuyées par le Programme.



Séance de coaching sur la Théorie du Changement au CNFMETP de Kaffrine



Formation des Maîtres-artisans au Travail de plâtre au CNFMETP de Kaffrine



Formation de formateurs des métiers de l'Habillement à l'ENSETP

PARTENAIRES

- ▶ **Synergie 1** : avec l'Académie de Recherche de l'Enseignement Supérieur (ARES) mise en œuvre par la Haute École Louvain en Hainaut et Haute École Vinci et en partenariat avec l'UCL et le Centre de Formation Pédagogique David Boilat de Mbour et Eclasio : Thématique à l'étude : Co-construction de partenariats pédagogiques et interculturels Sud-Nord : Atelier réflexif autour de « balises questionnantes » et Validation du référentiel et des outils connexes. Organisation et réflexion participatives au préalable et à distance Participation financière et apport d'expertise et d'expérience de l'APEFE via ses partenaires du programme.
- ▶ **Synergie 2** : avec l'Académie de Recherche de l'Enseignement Supérieur (ARES) mise en œuvre par la HEPH-Condorcet, École Nationale des travailleurs sociaux spécialisés, le Centre de Formation Judiciaire en partenariat avec avec l'ONG Dynamo International et la plateforme COSAED-Collectif - Collectif des structures d'appui aux enfants et jeunes en difficultés. Thématique à l'étude : offres de formation du Travailleur social des rues (formation initiale, continue, VAE) Organisation et réflexion participatives au préalable et à distance Participation financière et apport d'expertise et d'expérience de l'APEFE via son assistant technique et aval institutionnel via ses partenaires du programme (Doyenne de l'Inspection générale de l'Éducation et de la Formation et 2 autres IGEF)
- ▶ **Synergie 3** : Informationnelle et mutualisation des ressources en Renforcement des Capacités : Broederlijk Delen, Eclasio, Rikolto, CR Belgique, ARES, Exchange Expertise, VVSG, SOS Faim, Échos Communication. Échanges d'informations entre les OSC/AI visant à augmenter l'efficacité de l'accompagnement et du renforcement des capacités des partenaires en commun, augmenter la transparence et partager les bonnes pratiques

Secrétaire général du Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat lors de la réunion du Comité de Pilotage de clôture du Programme :

Aujourd'hui, nous annonçons la fin d'un programme, mais ce n'est pas un chant funèbre, contrairement à ce qu'on croit, car la vraie mort, ce n'est pas la disparition d'un être physique, mais c'est l'oubli. Il nous appartient donc de ne pas oublier et de faire de « l'APEFE » sans l'APEFE

CHIFFRES CLÉS

- 1 audit Qualité pour chacune des 3 EFF (3 audits)
- 1 système d'information pour chacune des 3 EFF dont les données sont reversées dans un SI hébergé au Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat
- 6 actions de renforcement des capacités
- 65 structures de formation professionnelle et technique ont reçu un suivi
- 330 personnels formés aux thématiques transversales



Elève-professeur lors de la formation en stylisme à l'ENSETP



Croquis des élèves-professeurs lors de la formation en stylisme à l'ENSETP

COORDONNÉES DU BUREAU

MME. SOPHIE PHAM-HOLLIDAY

Administrateur de Programme

T : +221 33 849 29 76 - M : + 221 77 740 78 65

www.apefe.org

APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles

14 Avenue des Jambaar - BP 6279

Dakar - SENEGAL



BÉNÉFICIAIRES

Bénéficiaires : les PME du secteur formel, les organisations intermédiaires d'appui, les centres de formation à l'entrepreneuriat... des pays prioritaires de la coopération de la Région wallonne.

Parties prenantes : les PME du secteur formel, les organisations intermédiaires d'appui, les centres de formation à l'entrepreneuriat de la Région wallonne.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 & RÉSULTATS ATTEINTS

Lancement de l'appel à propositions 2018 à l'adresse des acteurs entrepreneuriaux partenaires.

Appui à des projets de renforcement des compétences des acteurs entrepreneuriaux (PME, Chambre de commerce, cluster, centres de formation) de pays partenaires de la coopération.

LEÇONS APPRISSES

Les projets soutenus attestent de la pertinence du programme en matière de contribution au renforcement des compétences des entreprises des pays partenaires de W-B ainsi que de promotion internationale du savoir-faire et des activités des acteurs économiques de Wallonie. Il est tout à fait concevable de concilier la réponse aux besoins de modernisation et d'innovation des entreprises des pays partenaires du Sud avec la valorisation du savoir-faire et des compétences des entreprises de la Wallonie.

Une meilleure implication des PME wallonnes et de leurs structures d'encadrement au programme nécessite un travail régulier et ciblé de sensibilisation et d'information des parties prenantes au partenariat économique international, notamment à l'occasion des séminaires préparatoires de missions économiques.

Un certain nombre de contraintes doivent être surmontées, en particulier celles qui ont trait à la faible marge temporelle dont disposent les entreprises pour réaliser leurs missions de renforcement. Le retard ou le refus d'obtention d'un visa ou tout autre imprévu (exemple : retard dans l'arrivée des machines ou dans l'exécution du projet local) peuvent avoir une incidence négative sur la mise en œuvre des missions de renforcement du partenaire local.



Partenariat Smartmush-ACAS, RDC. 01/11/2018. Premières récoltes de pleurotes « Florida » par Gertrude Mumbu, cultivatrice encadrée par le partenaire congolais ACAS

EntrePaires : Entreprises Partenaires pour le Développement

Programme de cofinancement de projets d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux organisations intermédiaires des pays partenaires de la coopération de la Wallonie

PARTENAIRES

Les partenaires de l'APEFE sont les acteurs entrepreneuriaux (PME, organisations intermédiaires d'appui, centres de formation...) des pays prioritaires de coopération et de ceux de la Wallonie. L'ensemble de ces acteurs signent une Convention de partenariat qui détermine les contributions respectives à la réalisation des activités de renforcement.



CHIFFRES CLÉS

- 9 projets de renforcement des compétences ont été soutenus
- 9 conventions de partenariat entre acteurs entrepreneuriaux des pays partenaires et de la Wallonie ont été signées



Au nom de la CCI Wallonie et de ses Chambres locales, Philippe SUIJEN a signé le 28 novembre dernier, en présence de la Princesse Astrid, un accord-cadre de coopération avec la plus grande Chambre marocaine, la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Services de Casablanca – Settat, présidée par Yassir ADIL. Par ce texte, les Chambres prévoient de renforcer leur rôle de relais et accompagnateur des entreprises et de mettre en place des contacts PME par et avec les PME intéressées.



Les chargés de mission APEFE, Sigrig De Meester et Walter Coscia, en compagnie du président de la CCI de la Wallonie, Philippe Suinen en visite de la société rwandaise INYANGE Industries. Cette grande société est engagée dans la fabrication et la vente d'une grande variété de produits à base de fruits, notamment des concentrés de jus de fruits, des boissons à base de jus de fruits et des produits laitiers.



Conclusion de la rencontre entre les représentants de la Fédération du Secteur Privé (FSP) du Rwanda (dont Mme Yvette MUKARWEMA Chief Operations Officer et M. Faustin KARASIRA, Directeur des Opérations), de la Chambre wallonne de Commerce et d'Industrie (M. Philippe Suinen, Président) et de l'APEFE (Mme Sigrig De Meester et M. Walter Coscia, chargés de mission).

COORDONNÉES DU BUREAU

M.WALTER COSCIA
APEFE

☎ M : + 32 2 421.83.78

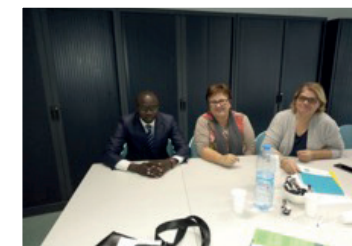
✉ w.coscia@apefe.org

📍 place saintetelette, 2
B-1080 BRUXELLES

Cédric Brüll, Directeur de TWED, Cluster Technologie Wallonne Energie - Environnement et Développement durable

Je tiens à souligner que grâce au programme EntrePairs, le projet de partenariat avec EPD (Energy Private Developer) a déjà amené des avancées très concrètes et un dynamisme entre acteurs très marqué. Il est certain que nous allons beaucoup travailler avec le Rwanda en 2019

Partenariat FOREM-ANPEJ-ONFP, Sénégal
Le projet vise la création d'un dispositif de gestion d'adressage des jeunes demandeurs d'emploi et de renforcement des capacités de l'ANPEJ et de l'ONFP dans la conception des programmes de formation appropriés à l'entrepreneuriat des jeunes au Sénégal



APPUI À L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL AU BURKINA FASO



Dans le cadre du programme bilatéral de travail entre WBI et le Gouvernement du Burkina Faso de la dernière session de la commission mixte permanente tenue en novembre 2017, l'APEFE bénéficie d'une subvention qui lui permet de renforcer les compétences de la Coordination nationale /Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel. Cette action complète l'intervention de l'APEFE menée dans le cadre du programme quinquennal (2017-2021) financé par la Coopération Belge au Développement (DGD). Elle consiste à opérationnaliser la stratégie et la plan de communication de l'IGMVSS :

- ▶ La circulation de l'information au sein de l'IGMVSS est améliorée.
- ▶ Un grand nombre de parties prenantes à la mise en œuvre de l'IGMVSS ont adhéré à la vision et aux objectifs de l'initiative.
- ▶ Les capacités techniques des acteurs sont renforcées en vue d'une mise en œuvre efficace de la stratégie de communication de l'IGMVSS.
- ▶ La visibilité des actions de l'IGMVSS est améliorée au niveau régional et national.
- ▶ Les bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles sont largement diffusées et appropriées par les acteurs de développement.

MISE À DISPOSITION D'UN EXPERT AUPRÈS DE LA CONFEMEN AU SÉNÉGAL



Grâce au financement de WBI, un expert en analyse des politiques éducatives a été mis à disposition auprès du Secrétaire Général de la CONFEMEN, dont le siège est situé à Dakar. Cet expert est notamment en charge de contribuer à l'élaboration des plans annuels et pluriannuels de la CONFEMEN, de coordonner et assurer la mise en œuvre des activités de l'observatoire de la qualité de l'éducation, de préparer et organiser les sessions ministérielles, les réunions de bureau, les réunions techniques et les débats sur les thématiques en éducation. Il représente également la CONFEMEN lors de missions à l'étranger et porte son message au niveau international en appui au Secrétaire Général.

PROJET DE RENFORCEMENT DU PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION D'EMPLOI ET DE REVENUS DURABLES (PACERD) EN HAÏTI



WBI apporte un appui au volet entrepreneurial via le financement de kits de démarrage attribués à des jeunes vulnérables et en particulier les jeunes femmes et filles mères issues des formations mobiles afin de leur permettre de lancer une initiative entrepreneuriale qui leur donne accès à un revenu durable. Le défi constitue pour chaque filière à définir d'abord les critères d'attribution. Les 8 filières visées sont: cuisine pâtisserie commerciale, cosmétologie, entretien et réparation de moto, techniques agricoles, transformation de produits agricoles,

énergies renouvelables, carrelages et les nouvelles filières porteuses.

Dans le cadre de ce partenariat, des bourses d'études ont également été attribuées en 2018 à des jeunes vulnérables pour leurs études en sein d'un centre de formation professionnelle.

De plus, WBI finance l'étude de nouvelles filières porteuses et l'analyse d'expériences mises en œuvre dans d'autres pays avec les autres acteurs de la formation professionnelle et les chambres de commerce, de métiers et d'artisanat.

Le soutien de WBI au renforcement du programme PACERD en 2018 s'élève à 130 000 euros

CONTRIBUTION DE WBI AU PROGRAMME D'APPUI À LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA MÉDECINE PHYSIQUE RÉADAPTATION (MPR) AVEC UNE ATTENTION POUR LE GENRE AU BURKINA FASO

Le programme d'appui à la formation des professionnels du secteur de la Médecine Physique Réadaptation a pour objectif de contribuer à l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo. C'est dans ce cadre que WBI cofinance le programme d'appui à la formation des professionnels du secteur de la Médecine Physique Réadaptation (MPR), avec une attention pour le genre afin d'assurer les conditions de lancement de la formation initiale des kinésithérapeutes et de la création de l'Ecole Supérieure pour permettre le développement de la MPR au Burkina Faso.

MISE À DISPOSITION D'UN EXPERT AUPRÈS DE L'IFEF AU SÉNÉGAL



WBI octroie un financement à l'APEFE pour la mise à disposition d'un expert auprès de l'Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEF) à Dakar. Cet expert intervient sur différents volets :

- ▶ Sur le plan des politiques sectorielles « formation professionnelle et technique »
- ▶ Sur la thématique de l'Approche par Compétence (APC)
- ▶ Sur le volet « insertion professionnelle »
- ▶ Sur le plan quadri-annuel 2019-2022
- ▶ Sur la diversification des partenaires techniques de l'IFEF et plus spécialement du programme formation et insertion professionnelle des jeunes

AUTRES PARTENARIATS

PARTENARIAT AVEC ENABEL AU BÉNIN :

Dans le cadre du programme de renforcement des compétences techniques des professionnels de la santé (sages-femmes, infirmiers, kinésithérapeutes, techniciens sanitaires, techniciens en génie biomédical) à travers les programmes de formation initiale et la formation continue mis en place par l'APEFE au Bénin, Enabel a organisé un atelier de validation des modules de formations, de sessions de formation des techniciens hospitaliers de niveau inférieur au baccalauréat par les actions de formation en maintenance préventive et corrective, de sessions de formation des techniciens hospitaliers de niveau supérieur au baccalauréat (niveau 2) par les actions de formation en maintenance préventive et corrective et dotation des techniciens hospitaliers en matériels techniques.

Grâce à ce partenariat, 94 agents de maintenance, en poste dans les structures hospitalières, ont bénéficié d'une formation continue en électricité, plomberie, mécanique et froid.

Les synergies entre opérateur belges de la coopération, à l'instar de la synergie entre les programmes APEFE et ENABEL, permettent de mutualiser les moyens financiers et humains, pour une plus grande efficacité et un meilleur impact au profit des bénéficiaires.

PARTENARIAT AVEC ENABEL DANS LE CADRE DU « PROGRAMME JUNIOR » :

Le « Programme Junior » d'Enabel, offre l'opportunité à de jeunes professionnels de partir travailler dans un pays en développement au Sud afin d'acquérir de l'expérience professionnelle et de donner un tremplin à leur carrière. C'est dans ce cadre que l'APEFE a bénéficié des compétences de plusieurs Experts Junior en 2018 :

- ▶ Chloé, experte junior bio-ingénieure, a apporté ses compétences au programme d'appui à l'Initiative pour la Grande Muraille Verte au Sahel et au Sahara en rejoignant l'équipe du bureau de l'APEFE au Burkina Faso pendant 1 an.
- ▶ Anouk, experte junior en pédagogie, a rejoint l'équipe du bureau de l'APEFE au Bénin en 2018 afin de travailler au sein du programme de renforcement des compétences techniques des professionnels de la santé à travers les programmes de formation initiale et la formation continue.

VALORISATION DE L'IMAGE DE LA WALLONIE AU MAROC :

Les financements wallons ont permis de contribuer au programme Min Ajliki sous différents aspects :

1. Amélioration de l'Employabilité - Formation métiers pour les non diplômés :

Accompagnement à la création de la Coopérative d'Errachidia ainsi que la mise en œuvre de différents plans de formation et de renforcement de capacités. Le projet a permis :

- ▶ 30 jours de formation sur le tissage Horizontale en direction de 50 femmes membres de la Coopératives
- ▶ 10 jours de formation sur le Design en direction de la même cible.

2. Journées Portes Ouvertes d'AL AMANA :

Accompagnement de notre partenaire Al Amana micro finances dans la mise en oeuvre des journées portes ouvertes. Elles ont permis aux femmes micro entrepreneurs de bénéficier de stands pour exposer et vendre leur produits, aux responsables d'Al Amana pour présenter les différents produits de micro finances ainsi que l'offre de service et au programme Min Ajliki d'organiser des actions de formation de renforcement de capacités sur des thématiques identifiées. Ce projet a bénéficié à plus de 180 femmes et s'est déroulé sur 5 jours.

3. « Min Ajliki Academy » :

Le Centre Mohammed VI de Soutien à la Microfinance Solidaire, avec l'appui de l'APEFE Wallonie-Bruxelles, a lancé le mercredi 03 octobre 2018 une nouvelle initiative pour l'autonomisation socioéconomique des femmes de la région Casablanca-Settat.

Cette académie vise principalement les jeunes femmes porteuses de projets avec des idées innovantes à fort potentiel de croissance, qui ont l'ambition de créer de la valeur et de contribuer au Développement Durable de la région Casablanca-Settat. Min Ajliki Academy s'articule autour de 5 axes majeurs, à savoir : la sensibilisation, la formation, l'accompagnement et l'appui à la commercialisation.

4. Etude d'impact dans la région des Fez-Meknes :

Les financements ont permis de réaliser un grand nombre d'activités liés à l'étude d'impact sur le programme Min Ajliki commanditée par la Coopération Belge au Développement (DGD).

RECRUTEMENT D'EXPERTS DANS LE CADRE DU CONTRAT CADRE EUROPÉEN (IBF) :

L'APEFE a intégré en 2018 un consortium de 16 partenaires, mené par IBF, International Consulting, pour participer à un Contrat cadre UE relatif au développement Humain de la DG DEVCO.

Les contrats-cadre UE fournissent aux pays bénéficiaires des programmes d'aide extérieure de la Commission Européenne le recrutement rapide d'expertise pour répondre à des problématiques particulières, ou préparer le terrain pour des initiatives prévues dans le Programme Indicatif National. Sur le plan opérationnel, il permet de disposer d'experts dans un délai d'un mois maximum.

Dans ce contexte, l'APEFE recrute constamment des ressources humaines et des experts pour intervenir dans des missions d'identification, de formulation, de formation ou encore d'évaluation dans les domaines de l'Education, Formation Professionnelle, Education tout au long de la vie (LLL), Culture, Santé, Inclusion et Protection sociale, Recherche et Innovation.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site internet de l'APEFE. Les experts peuvent postuler en envoyant leur CV à Madame Forsans (n.forsans@apefe.org).

ORGANES DÉCISIONNELS



Belgique
partenaire du développement



2018

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rudy DEMOTTE	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
Willy BORSUS	Ministre Président de la Wallonie, Vice-Président de l'APEFE
Alexander DE CROO	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
Marie-Martine SCHYNS	Ministre de l'Enseignement obligatoire, Vice-Présidente de l'APEFE
Pascale DELCOMMINETTE	Administratrice Générale WBI
Francis BRANCART	Directeur - Direction de la Politique environnementale, Département des politiques européennes et des Accords internationaux, Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (D'GARNE)
Nicole BARDAXOGLU	Représentante ARES
Ilya PROGOGINE	Directrice-Présidente Haute Ecole Libre de Bruxelles
Christian CARETTE	Inspecteur général - Département Relations bilatérales, Wallonie-Bruxelles International
Vinciane DE KEYSER	Secrétaire générale adjointe, Fédération de l'enseignement supérieur catholique (FEDESUC)
Frédéric DELCOR	Secrétaire général, Fédération Wallonie Bruxelles
Robert GALLUCCIO	Administrateur-délégué, Conseil des Pouvoirs Organismes de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS)
Lise-Anne HANSE	Directrice générale, Direction de l'Enseignement obligatoire, Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique, Fédération Wallonie-Bruxelles
Chantal KAUFMANN	Directrice générale adjointe à la Direction générale de l'Enseignement non-obligatoire

Alain LAITAT	Direction générale de la Santé, Fédération Wallonie-Bruxelles
Philippe LEBAILLY	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, Représentant CIUF - CUD - Commission universitaire pour le Développement
Michèle LEDENT	Directrice, Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
Thierry LEMOINE	Chargé des relations internationales, Direction des programmes fédéraux et internationaux, Département des programmes de recherches, Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche
Amar DERNI	Directeur Général adjointe, Direction Générale de l'Enseignement Non-Obligatoire et de la Recherche Scientifique
Stéphane MARNETTE	Directeur général, Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
Catherine STASSER	Directrice à la Direction des Politiques, Transversales des Région/Communauté
Pierre DUEZ	Professeur, Université de Mons, Représentant ARES
Marie-Christine VAN BOCKESTAL	Administratrice générale du FOREM
Christian LECLERCQ	Chargé de mission à la Direction générale de la culture
Philippe MONFILS	Député Européen
Danielle MOREAU	Chef de service, Programmes d'appui aux acteurs de la coopération Wallonie Bruxelles International (WBI)
Fabrice SPRIMONT	Directeur de la Coopération bilatérale direct Wallonie Bruxelles International (WBI)
Jean-Louis THONNARD	UCL Institut de Neurosciences

L'APEFE est une association sans but lucratif. Ses instances se composent d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'Administration. L'Association a été rapprochée en 1992 de l'Organisme d'intérêt public Wallonie-Bruxelles Internationale (WBI) dont la fonctionnaire-dirigeante, en sa qualité d'Administratrice générale, est également l'Administratrice déléguée de l'APEFE.

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant les relations internationales dans ses attributions, assisté de quatre Vice-Présidents, respectivement le Ministre de la FWB ayant l'éducation dans ses attributions, le Ministre-Président du Gouvernement wallon, le Ministre wallon ayant les relations extérieures dans ses attributions ainsi que le Ministre fédéral ayant la Coopération au développement dans ses attributions. Les autres membres sont issus des administrations fédérales et fédérées ou d'institutions ayant un lien avec l'objet social de l'association. Les mandats sont gratuits.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rudy DEMOTTE	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
Willy BORSUS	Ministre Président de la Wallonie, Vice-Président de l'APEFE
Alexander DE CROO	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
Marie-Martine SCHYNS	Ministre de l'Enseignement obligatoire, Vice-Présidente de l'APEFE
Pascale DELCOMMINETTE	Administratrice Générale WBI
Francis BRANCART	Directeur, Direction de la Politique environnementale, Département des politiques européennes et des Accords internationaux, Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
Christian CARETTE	Inspecteur général Wallonie Bruxelles International (WBI)
Karim CHETIOUI	Unité Relations Internationales - ACTIRIS
Anne DECHAMPS	Chef de service WBI, RDC, Rwanda, Burundi, Francophonie : programmes (environnement et développement durable)
Vinciane DE KEYSER	Secrétaire générale adjointe de la FEDSUC
Frédéric DELCOR	Secrétaire général
Roberto GALLUCCIO	Administrateur délégué du CPEONS
Lise-Anne HANSE	Directrice générale à la Direction de l'Enseignement obligatoire, Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique
Chantal KAUFMANN	Directrice générale à la DGENORS
Alain LAITAT	Direction générale de la Santé Fédération Wallonie Bruxelles

Philippe LEBAILLY	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, Economie et développement, Représentant de l'ARES
Michèle LEDENT	Directrice, Direction générale, Opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
Thierry LEMOINE	Direction des Technologies, de la Recherche et de l'Energie
Stéphane MARNETTE	Directeur général Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
Catherine STASSER	Directrice à la Direction des Politiques Transversales des régions/communautés
Marie-Kristine VAN BOCKESTAL	Administratrice Générale du FOREM
Alain VERHAAGEN	Chargé de cours ULB
Vincent WERTZ	Représentant ARES, Ecole Polytechnique de Louvain

Le Conseil d'Administration possède les pouvoirs les plus étendus pour assurer la réalisation des objectifs et des intérêts de l'organisation. Il se réunit au minimum deux fois par an, en juin et en décembre. En juin, pour faire approuver les comptes par l'Assemblée générale et en décembre, pour valider le projet de l'année suivante. Il est aussi impliqué dans l'élaboration des orientations stratégiques de l'APEFE.

